

POUR LE PARTI



JOURNAL COMMUNISTE MARXISTE LENINISTE

pour la reconstruction du parti communiste

LA DICTATURE DU PROLETARIAT

SEULE TRANSITION
AU COMMUNISME

février 1979 Nouvelle série **Supplément au N° 12**
Participation aux frais: **7f**

SOMMAIRE

Introduction

Page 3

Résolution du Comité Central de l'OCML Voie Prolétarienne sur la brochure « La dictature du prolétariat, seule transition au communisme » (juillet 1979) - page 6

1) La Dictature du Prolétariat : nœud de l'opposition entre réformistes et révolutionnaires

Page 10

2) Les communistes luttent pour l'abolition des classes

Page 12

3) Nécessité de la transition de dictature du prolétariat

Page 14

4) L'existence des classes sous le socialisme

Page 16

- 4-1 Subsistent les anciens exploités - page 16
- 4-2 La masse petite-bourgeoise oscille entre prolétariat et bourgeoisie - page 16
- 4-3 Une nouvelle bourgeoisie se reproduit sous le socialisme - page 18
- 4-4 Le « droit bourgeois » sert la reproduction de la bourgeoisie sous le socialisme - page 20

5) La lutte des classes, axe de la transition au communisme

Page 23

- 5-1 La bourgeoisie lutte pour élargir le « droit bourgeois » et conquérir la superstructure – page 23
- 5-2 Réduire les inégalités. Renforcer le pouvoir du prolétariat dans la superstructure – page 24
- 5-3 Développer les forces productives, nécessité pour changer les rapports de production et supprimer les bases matérielles de l'existence des classes – page 26

6) La dictature du prolétariat, moyen et instrument de la victoire dans la lutte pour le communisme

Page 30

- 6-1 Pourquoi la dictature d'une seule classe : le prolétariat – page 30
- 6-2 La dictature du prolétariat est une forme particulière d'alliance de classe – page 34
- 6-3 Le prolétariat dirige. Le peuple édifie lui-même le socialisme – page 37
 - 6.3.1. Le rôle dirigeant du parti - page 37
 - 6.3.2. Le contrôle ouvrier – page 41
 - 6.3.3. Démocratie socialiste. Exercice du pouvoir du peuple – page 42

7) Les tâches internationales de la dictature du prolétariat

Page 47

Annexes

- Forces productives et rapports de production – page 49
- Infrastructure et superstructure – page 50

INTRODUCTION

La restauration du capitalisme en U.R.S.S. après le putsch de Khrouchtchev a été un coup sérieux porté à la cause du socialisme. La dictature du prolétariat sur la bourgeoisie y a été transformée en son contraire : la dictature des nouveaux bourgeois soviétiques contre les peuples. La propagande de la bourgeoisie a pu se déchaîner pour clamer qu'il n'y avait au fond strictement aucune différence entre la violence fasciste des nouveaux bourgeois et celle que le peuple exerçait autrefois contre ses exploiters pendant et après la révolution de 1917. Aucune différence entre la libération de l'Europe par l'armée rouge et les forces résistantes en 1945 et l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes impérialistes russes. Le monde "libre" n'a jamais été qu'un gigantesque champ de bataille, s'est toujours nourri du sang, de l'exploitation, de la misère des centaines de millions de prolétaires et peuples colonisés. Et ceux qui en vivent, la poignée de ceux qui jouissent des avantages et de la liberté que leur procure le pouvoir et la richesse, unissent leurs voix comme les crapauds la nuit pour déclarer que le socialisme c'est "le totalitarisme", le capitalisme, la liberté ! Chœur auquel se joint celui des révisionnistes pour qui le socialisme n'est pas autre chose que le capitalisme "amélioré", plus "démocratique" !

La Chine et l'Albanie socialistes, conduites par le P.C.C. et le P.T.A., se portèrent au premier rang pour combattre le révisionnisme moderne dans les années 60, pour défendre le socialisme et tracer une nette ligne de démarcation entre les deux. Le P.C.C. avec à sa tête Mao Tsé-toung déclencha notamment un vaste mouvement de lutte contre la nouvelle bourgeoisie et le révisionnisme en Chine : la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne (G.R.C.P.). Cette révolution était fondée par un premier bilan de la restauration du capitalisme en U.R.S.S., une première analyse des erreurs et insuffisances qui l'avaient favorisée. Première révolution de ce type, expérience nouvelle et sans exemple historique, la GRCP reçut le soutien enthousiaste de toutes les forces révolutionnaires marxistes-léninistes dans le monde et de masses innombrables. Elle portait profondément l'espoir d'une victoire radicale du prolétariat contre les tentatives de restauration du capitalisme en Chine socialiste, le quart de l'humanité. L'espoir que ce qui s'était produit en U.R.S.S. ne se reproduirait plus.

Aussi la prise du pouvoir en Chine par la clique révisionniste dirigée par Hua - Teng, et la marche rapide vers la restauration du capitalisme qui s'en suivit, et s'en suit aujourd'hui encore, sont des faits qui ont plongé bien des révolutionnaires sincères dans le doute, le désespoir, voire, pour quelques-uns, le reniement et la trahison. D'autant qu'au même moment l'héroïque victoire des peuples de l'ex-Indochine était suivie du conflit Vietnam - Cambodge.

U.R.S.S., Chine, Vietnam, etc... : il est facile à la bourgeoisie, il est facile à ses intellectuels et à ses porte-paroles, de faire valoir qu'une telle suite de faits prouvent que c'est l'idée même du communisme qui ne tient pas debout. Que mieux vaut abandonner cette lutte. Que le "vrai" socialisme n'est qu'un rêve utopique qui n'a jamais pu connaître le moindre début de réalisation sans se transformer immédiatement en son contraire : le "goulag", le nationalisme, le capitalisme d'Etat.

D'autres prétendent toujours se battre pour le socialisme, mais trouvent plus commode de ne pas assumer les luttes et difficultés du passé et de reconnaître aussi que le socialisme n'a jamais existé en Chine ou en U.R.S.S. (tout juste avec Lénine peut-être), abandonnant ainsi la défense du socialisme. Ceci sous prétexte que des erreurs ont été commises. Certes ne nions pas les erreurs. Comment d'ailleurs n'en commettre aucune ? Sachons tirer la leçon des erreurs quand vient notre tour d'agir. Mais sachons aussi ne pas jeter l'enfant avec l'eau du bain.

Notre époque a vu, en quelques cent années seulement, la vague des révolutions prolétariennes déferler sur le monde. De la France de 1872 à la Russie de 1917. Puis jusqu'au milliard d'hommes qui, après la 2ème guerre mondiale, entreprenaient l'édification du socialisme sur presque la moitié du globe, en Europe comme en Asie, de l'Albanie jusqu'à la Chine. Guidés par des partis marxistes-léninistes qui avaient su se porter à la tête du combat. Cela ne saurait être oublié. Et lorsqu'on envisage les échecs subis, nous ne devons pas oublier non plus que toutes ces formidables révolutions ont eu lieu au sein de

difficultés inouïes. Qu'elles ont eu à faire accoucher le socialisme, le monde nouveau, des ventres qui étaient les moins préparés à le concevoir : de pays le plus souvent arriérés économiquement, où le prolétariat était très peu nombreux (moins de 1 % de la population en Chine en 1949). Qu'elles ont eu à faire face à des guerres d'agression impérialiste extraordinairement meurtrières.

Il ne s'agit pas ici de fournir un bilan historique complet et de répondre à toutes les questions. Il faudra longtemps pour démêler sur chaque fait le vrai du faux, la vérité de la calomnie. Il n'y a pas de bilan sérieux qui ne tienne pas compte de l'ensemble des conditions historiques concrètes. Aussi, parlant des expériences du socialisme, la première chose est de tracer une nette ligne de démarcation entre socialisme et capitalisme. Entre les erreurs commises par des partis et dirigeants communistes et une ligne politique systématique de restauration du capitalisme. Nous devons refuser de s'en tenir à certains aspects isolés des choses pour prétendre que Khrouchtchev était contenu dans Staline, Staline dans Lénine, Lénine dans Marx. Mais rétablir l'analyse historique sur la base du matérialisme dialectique qui distingue les changements qualitatifs, les bonds, au contraire de l'évolutionnisme vulgaire.

En particulier analyser l'expérience c'est, pour nous communistes français, se garder comme la peste du point de vue de l'intellectuel démocrate petit-bourgeois. Celui-ci juge de la "supériorité" du système capitaliste sur le système socialiste à travers les lunettes des libertés et privilèges que lui concède la bourgeoisie impérialiste : droits d'écrire, de parler à la télé, etc... Cet intellectuel jouit de ces droits et d'une vie confortable de tout repos. Mais il "oublie" d'admettre que cette liberté n'est pas accordée au prolétariat. Il "oublie" que cette liberté repose en fait sur l'oppression inouïe que subissent les peuples dominés par l'impérialisme. Car là est le secret de la "supériorité" d'une poignée de pays capitalistes sur d'autres pays socialistes quant au niveau de vie et aux libertés dont jouit une minorité (et qu'ils opposent d'autant plus au socialisme qu'effectivement le prolétariat au pouvoir supprimera tous ces privilèges, tandis qu'il organisera la démocratie pour les masses exploitées).

Défendre le socialisme n'est pas un acte de foi. Critiquer le socialisme du fond de son fauteuil est au nom de l'Idée de la Révolution Pure est bien facile. De même défendre le socialisme n'a de sens que si nous luttons pour le socialisme. C'est parce que nous luttons pour le socialisme que nous voulons mieux comprendre les expériences passées ou en cours. Ce n'est qu'en luttant nous-mêmes en ce sens, et au fur et à mesure de l'avancée de cette lutte, que nous pourrons vraiment comprendre jusque dans leurs fondements toute la richesse de ces expériences, en confrontation concrète et réelle avec les questions de notre révolution, de notre pratique révolutionnaire.

Aujourd'hui nous ne pouvons pas encore tirer un bilan complet de toutes les expériences. Non seulement parce que nos forces sont faibles par rapport à l'immensité des tâches dans la classe ouvrière, qui ne se réduisent pas à ce bilan. Non seulement parce que nous manquons beaucoup de véritables et crédibles informations. Mais aussi parce qu'il s'agit d'une tâche qui nécessite la participation des communistes de tous les continents, une tâche internationale, faute de quoi le risque serait grand que se développe un point de vue étriqué et purement dogmatique qui ne tienne pas compte des faits et réalités. Aussi ne pourrons-nous, pour toutes ces raisons, apporter de bilans et conclusions précises et scientifiques à toutes les questions posées, par les expériences du socialisme en U.R.S.S. et en Chine, avant un long travail et des études minutieuses.

Ceci n'implique pas que nous ne devions rien faire aujourd'hui en ce sens. Au contraire.

Nous pouvons et devons tout d'abord assimiler l'expérience historique telle qu'elle peut nous parvenir à travers les œuvres des grands dirigeants prolétariens. L'expérience de la Commune de Paris synthétisée par Marx, qui en tira notamment cette thèse fondamentale de la nécessité de la destruction de l'Etat bourgeois. L'expérience de la Révolution d'Octobre 1917, avec les magistrales leçons de Lénine sur le rôle de la dictature du seul prolétariat après la prise du pouvoir, l'alliance ouvriers-paysans, la construction du socialisme dans un seul pays et bien d'autres thèses de première importance sur la tactique, la poursuite de la révolution, le rôle des Soviets, etc...

L'expérience encore de la lutte du P.C.(b) de l'U.R.S.S., sous la direction de Staline, avec ses succès et ses erreurs, pour persévérer dans la voie léniniste, poursuivre l'édification socialiste et vaincre l'agression fasciste. L'expérience de la G.R.C.P. sous la direction de Mao Tsé-toung, qui développa notamment la

théorie marxiste-léniniste sur la question de la poursuite de la révolution sous le socialisme, mettent à jour les bases sociales de la nouvelle bourgeoisie sous le socialisme, et éclairant de manière précise la lutte entre les deux lignes, les deux voies, les deux classes qui s'y déroule. L'expérience du Parti du Travail d'Albanie qui se tient aujourd'hui à la tête de la lutte contre le révisionnisme moderne.

Toutes ces révolutions ont vu les prolétaires et les peuples "partir à l'assaut du ciel". Certes bien des erreurs ont été commises : comme si le nouveau pouvait naître autrement qu'à travers une série d'expériences historiques ! Toutes ces révolutions ont justement apporté des leçons qui ont servi les suivantes. Malgré tel ou tel échec, elles font partie de notre lutte révolutionnaire aujourd'hui. Tirer la leçon de leurs erreurs n'est pas nier leur grandeur. Nous ne les renions pas. Pas plus que Marx n'a renié la Commune de Paris dont il a vu, mieux que tout autre, les faiblesses.

L'objet du texte qui suit sur la dictature du prolétariat sera donc d'abord d'essayer de résumer l'essentiel de cette expérience historique. De rappeler ce que cette expérience nous permet de savoir aujourd'hui de la dictature du prolétariat (et qui ne pouvait pas être entièrement connu hier).

Par la suite, nous poursuivrons la publication d'études sur des problèmes plus particuliers de la lutte des classes sous le socialisme, afin d'analyser le plus précisément possible (et en fonction des informations limitées dont nous disposons) quelles sont les erreurs commises par la dictature du prolétariat qui favorisent la prise du pouvoir par la nouvelle bourgeoisie, ainsi que les succès remportés par le socialisme depuis plus d'un siècle. Ceci non pour faire œuvre d'historien, mais en fonction de la lutte que nous menons pour que la classe ouvrière de France fusionne avec le marxisme-léninisme et se fixe pour but d'instaurer le socialisme. Nous n'avons pas pour tâche d'écrire l'histoire de la Chine ou de l'U.R.S.S. (qu'écriront les communistes de ces pays), mais de fixer au prolétariat de France le programme du socialisme qui convient à notre situation spécifique en nous appuyant sur ce qu'il y a d'universel dans les expériences qui nous ont précédés et que résume la théorie marxiste-léniniste sur la dictature du prolétariat.

Le texte qui suit est donc une première contribution à ce travail. Et nous nous fixons pour tâche de pouvoir, d'ici un an, publier trimestriellement une revue théorique qui le poursuivra régulièrement. Cette contribution a été rédigée par un camarade de P.L.P. à la demande et sur les directives de son Comité Directeur. Ce qui explique l'apparition de signature, pour la première fois, dans les publications de P.L.P. : le développement de l'organisation exige de fixer plus précisément les responsabilités à ce niveau. Bien évidemment la publication de telles contributions signifie que P.L.P. estime que la discussion et la lutte sur les questions du socialisme doivent concerner aujourd'hui tous ceux qui se réclament sincèrement du marxisme-léninisme, et pas seulement les camarades de l'organisation.

Menant cette lutte, comme toujours ouvertement, P.L.P. se renforcera toujours plus des meilleurs éléments communistes qui en comprendront la nécessité et l'urgence, et comprendront qu'ils doivent nous rejoindre pour en élever le niveau et la force.

Le 30 décembre 1978 – Le Comité Directeur

Résolution du Comité Central de l'O.C.M.L Voie Prolétarienne sur la brochure « La dictature du prolétariat, seule transition au communisme »

7 juillet 1979

Le Comité Central de l'O.C.M.L. V.P. a étudié lors de sa deuxième réunion, la brochure sur la Dictature du Prolétariat rédigée par C. Paveigne à la demande et sous le contrôle du Comité Directeur en février dernier. Il a décidé de confirmer cette brochure comme instrument de propagande et d'éducation de l'organisation, et d'en promouvoir l'étude et la diffusion à cet effet, tout en y apportant des critiques qui doivent être portées à la connaissance de tous, et en fixant des directives pour que de nombreuses questions abordées dans cette brochure soient développées plus amplement dans différents articles.

Les critiques sont les suivantes :

● Dans le paragraphe 4.3 de la brochure intitulé "Une nouvelle bourgeoisie se reproduit sous le socialisme", on trouve une concession à des thèses erronées relativement à l'existence de la bourgeoisie sous le socialisme. Par exemple p19 quand il est dit que *"si le prolétariat relâchait quelque peu sa vigilance, des éléments bourgeois pourraient renaître"*, ou quand est utilisée la citation d'Albanie Aujourd'hui : *"Le danger de la naissance de nouvelles couches bourgeoises apparaît lorsque..."*. Bien que toute la brochure établisse justement que les bases matérielles de l'existence de la bourgeoisie sont tout à fait présentes sous le socialisme, ces phrases accréditent la thèse qu'il n'est pas sûr que la bourgeoisie y existe toujours : elle « pourrait » renaître, le « danger » de cette renaissance existe, etc... Il faut affirmer au contraire qu'elle existe nécessairement. Sinon évidemment on ne pourra pas la combattre correctement. L'existence d'une bourgeoisie sous le socialisme n'est pas un phénomène accidentel qu'il serait possible d'éviter par la seule vigilance, la seule fermeté à son égard. C'est une donnée objective, une conséquence inéluctable de ce que le socialisme est encore une société de classes, une société de transition entre capitalisme et communisme.

Certes sous le socialisme les bases matérielles de l'existence des classes se transforment, leurs rapports évoluent. Dire que la bourgeoisie y existe toujours ne veut pas dire qu'elle n'a pas subi une grave défaite en perdant le pouvoir, ni que ses bases d'existence n'ont pas été considérablement amoindries (et le sont constamment sous l'effet de la dictature du prolétariat).

Affirmer que la bourgeoisie existe, ne veut donc pas dire qu'elle dispose de tous les moyens pour reprendre le pouvoir. Cette thèse de l'existence de la bourgeoisie n'indique pas que le prolétariat tolère passivement cela. Bien au contraire il peut et doit utiliser son pouvoir pour saper sans cesse les bases mêmes de cette existence jusqu'à ce que les classes n'existent plus. Et pour limiter et étouffer toutes tentatives de réorganisation de la bourgeoisie aux plans politique et idéologique.

Aussi il est erroné de ne pas accorder toute l'importance nécessaire à la réalité de l'existence de ces bases matérielles. Cela est absolument indispensable pour comprendre que non seulement la lutte de classe existe toujours sous le socialisme, et qu'il s'agit d'une lutte entre classes antagoniques pour le pouvoir, mais aussi que cette lutte ne peut pas seulement se mener sur le plan idéologique : qu'il ne s'agit pas seulement d'une lutte contre des « survivances » d'idées, de comportements, etc..., d'une classe qui aurait été définitivement vaincue (ou contre des « espions » introduits par des bourgeoisies étrangères), mais d'une lutte pour supprimer toutes les bases objectives qui permettent effectivement à cette classe d'exister¹.

¹ En ce sens les expressions employées p11 et p38 présentant Teng, Hua, Khrouchtchev comme des individus qui se seraient « infiltrés » dans le Parti avec, dès le départ, des intentions machiavéliques de restauration du capitalisme sont erronées. Il s'agirait en quelque sorte d'exceptions

Il faut pour cela bien comprendre ce qu'est la bourgeoisie sous le socialisme, comment supprimer progressivement ses bases d'existence. Le Comité Central a donc décidé que l'organisation doit approfondir sans relâche ces thèmes d'étude et développer sa propagande à ce sujet.

2. Corrélativement à la survivance de cette position centriste sur l'existence de la bourgeoisie dans la brochure, on y trouve certaines sous-estimations de la lutte des classes sous le socialisme.

Ainsi, bien que l'ensemble du chapitre 5 sur la lutte des classes soit correct, le paragraphe 5.3 expose mal la question des forces productives. Il présente la nécessité du développement des forces productives pour supprimer les bases matérielles de l'existence des classes. Ce qui est certes juste. Mais cette présentation est erronée dans la mesure où il n'est pas clairement indiqué de quelle façon se développent les forces productives sous le socialisme. Le lien entre leur développement et le changement des rapports sociaux n'est pas bien exposé. Par exemple p27 la phrase : *"C'est le progrès des forces productives qui permet le passage du paysan individuel au groupe coopératif, puis du groupe coopératif à la ferme d'état, etc..."* donne l'apparence d'un processus mécanique qui laisserait de côté la révolution, la lutte de classe. En fait, le changement des rapports sociaux, s'il ne peut se faire que dans certaines limites imposées par le niveau de développement des forces productives, est aussi ce qui permet à certains moments de briser ces limites (ainsi l'instauration des Communes en Chine, pour reprendre cet exemple, a permis un nouveau développement des forces productives). C'est un processus par bond où réagissent l'un sur l'autre « révolution et production ».

Plus généralement ce paragraphe 5.3. semble sous-entendre que les forces productives se réduisent aux matériaux et aux machines dans la mesure où il n'explique pas clairement que l'homme est la principale force productive. D'où le fait que le lien avec le changement des rapports sociaux est mal fait. En fait, les forces productives ne se développent pas de la même façon sous le capitalisme (loi du profit) que sous le socialisme (loi de la satisfaction des besoins des masses). Ceci non seulement en ce qui concerne les axes de développement choisis, mais encore l'organisation même du développement. Comme l'a souligné Marx l'unique préoccupation des capitalistes est de développer la production de façon à exploiter plus les ouvriers. C'est cela qui guide pour eux par exemple les choix en matière de progrès technique. De telle sorte que *"tous les moyens pour le développement de la production se transforment en des moyens de soumission et d'exploitation pour les producteurs"*. Sous le capitalisme, le producteur est dépossédé de tout et réduit quasiment à l'état d'une machine. Le socialisme c'est une lutte permanente pour que le producteur s'approprie non seulement le produit de son travail, mais également les moyens de travail (notamment par exemple, en luttant par la suppression de la séparation entre exécutant et cadre). Ainsi les forces productives doivent se développer sous le socialisme de telle sorte que le producteur n'en soit pas seulement un élément au même titre que la machine, mais qu'il en dirige le développement même (aussi bien quoi produire et pour qui, que comment). Ainsi sous le socialisme l'homme est la clef du développement des forces productives. C'est l'élévation de sa conscience qui est déterminante.

Développer les forces productives n'est donc pas seulement une nécessité pour changer les rapports de production et supprimer les bases matérielles de l'existence des classes. Mais la façon dont ce développement doit s'effectuer est elle-même l'enjeu de la lutte des classes sous le socialisme pour savoir si elle permettra ou non de renforcer sans cesse le rôle dirigeant du prolétariat (ou – par exemple – celui des cadres et experts en tout genre).

Ainsi on ne peut pas considérer le développement des forces productives comme neutre, extérieur à la lutte de classe. La brochure dans ce paragraphe 5.3. réduit le champ de la lutte contre la bourgeoisie en ne montrant pas qu'elle porte aussi sur la façon même de développer les forces productives (et non

anormales, du filtre que constitue la sélection des membres du parti qui aurait mal fonctionné (erreur organisationnelle pour ainsi dire). Alors que la bourgeoisie existe forcément dans toute la superstructure de l'Etat socialiste. Et jusque dans le Parti où il se trouve toujours quelques cadres qui quittent la voie de « servir le peuple » pour celle de la restauration du capitalisme (phénomène de bureaucratisation et d'embourgeoisement lié à la position dirigeante du Parti après la prise du pouvoir).

seulement sur la nécessité de les développer). Nous devons donc approfondir plus sérieusement la question des rapports entre forces productives et rapports de production, la compréhension des liens entre « faire la révolution et promouvoir la production ».

3. Un autre domaine où la brochure sous-estime dans certains passages la lutte de classe sous le socialisme est celui de la lutte de ligne dans le parti.

Le paragraphe 6.3.1. de la brochure développe l'idée que la lutte de ligne entre prolétariat et bourgeoisie existe jusque dans le Parti. Mais tout d'abord, comme nous l'avons déjà critiqué ci-dessus, il insiste unilatéralement sur l'idée que la bourgeoisie « s'infiltré » comme accidentellement dans le Parti, comme s'il s'agissait d'un complot prémédité par des agents ennemis habilement camouflés et guettant leur heure, alors que les éléments qui défendent la ligne bourgeoise existent (et s'y forment même inéluctablement) comme reflet de l'existence de la bourgeoisie et de ses idées dans la société socialiste même (ce qui est dit par ailleurs p38 de la brochure).

Ensuite et surtout ce paragraphe présente la lutte de ligne dans le parti un peu comme un mal nécessaire, pour éliminer la bourgeoisie. Certes il faut l'éliminer. Mais ce qu'il faut dire de plus c'est que la lutte de ligne dans le Parti est l'élément moteur de son édification. Cela ne veut pas dire qu'il faille marquer de la « complaisance » à l'égard de la bourgeoisie, tolérer son existence, les fractions, etc. (position que certains prêtent frauduleusement à Mao Tsé Toung). Mais ce n'est pas parce qu'on aura décrété interdire à la bourgeoisie d'exister dans le Parti qu'elle n'y sera pas. Elle y est toujours dans une certaine mesure. Dire qu'on ne tolère pas deux lignes opposées dans le Parti, ce n'est pas interdire leur existence par un article des statuts, mais c'est dire qu'on ne concilie pas ces deux lignes, qu'on ne laisse pas se développer la ligne bourgeoise, qu'on lutte en permanence contre elle et au grand jour. Et c'est cette lutte qui fait avancer le parti et la société, non son étouffement. L'unité du parti n'est pas en permanence monolithique. Mais l'unité est un objectif qui s'atteint par la lutte. Unité toujours passagère qu'une autre lutte élèvera à un niveau supérieur. Et c'est ainsi que s'édifie le Parti en s'épurant des éléments bourgeois. La lutte est absolue, l'unité passagère : elle doit se construire en permanence et n'est jamais atteinte une fois pour toutes. Il ne faut pas en rester à la thèse qu'il suffirait de « vigilance » et d'épuration pour que la bourgeoisie n'existe plus dans le Parti et que celui-ci avancerait sans une lutte permanente en son sein.

Enfin, si la brochure indique correctement que le Parti doit mobiliser les masses pour faire triompher la ligne juste en son sein et dans la société (et non se contenter par exemple d'épurations secrètes et policières), il faut relever que la phrase (p40) *"le parti exprime ce dont le peuple a conscience"* est spontanéiste. Il est vrai que le Parti ne peut faire appliquer sa ligne que lorsque ce qu'elle exprime correspond à ce que les masses désirent. Ceci veut dire que le Parti doit expliquer et faire adopter sa ligne. Justement il n'exprime pas ce dont les masses ont conscience, mais son rôle est d'élever leur conscience en les convainquant de la justesse des mesures qu'il préconise, en leur montrant qu'elles correspondent à leurs intérêts fondamentaux (ce qui est vrai si la ligne du Parti est juste, évidemment).

4. Afin d'assumer toujours mieux notre rôle d'organisation d'avant-garde du prolétariat et pour le diriger vers la révolution, nous devons approfondir et développer notre propagande sur la dictature du prolétariat. Nous devons en particulier nous appuyer sur les expériences passées pour en retirer ce qu'il y a de plus avancé et tirer la leçon des erreurs commises. De ce point de vue d'ailleurs, le Comité Central a aussi critiqué la forme de la brochure qui aurait gagné à être plus franchement polémique, en s'inscrivant plus ouvertement dans la lutte actuelle pour la défense des acquis de l'édification du socialisme, en Chine notamment avec la GRCP (tout en évitant des critiques insuffisamment fondées comme la simple allusion à Staline p48).

Le Comité Central a donc décidé de promouvoir l'étude et l'assimilation de la brochure sur la Dictature du Prolétariat - en y incluant bien sûr les critiques portées ici - au sein de l'organisation. Il a décidé d'intensifier dans toute la mesure de nos forces l'approfondissement des questions du socialisme en liant l'analyse des expériences passées à celle de la situation concrète dans notre société. Il n'est certes pas

possible de décrire dans le détail ce que sera la société socialiste. C'est les masses qui la créeront, et on n'enferme pas la vie dans des formules. Mais il s'agit d'éclairer la classe ouvrière sur ses buts, sur les problèmes à surmonter, les moyens de les résoudre, la voie générale à suivre. D'appeler les masses à rentrer en mouvement sur la route qu'ont éclairé la Commune de Paris, Octobre 17, la Révolution Chinoise. Il décide de créer en son sein deux groupes de travail qui permettront d'accentuer l'effort en ce sens en attendant que le développement de l'organisation permette de les renforcer, pour les porter à hauteur de l'immensité du travail à mener à bien.

La dictature du prolétariat : nœud de l'opposition entre réformistes et révolutionnaires

On a souvent dit à tort que ce qui faisait l'essence du marxisme c'était l'analyse des classes, la reconnaissance de la lutte des classes. Ainsi, les révisionnistes du PCF tentent de défendre leur fidélité aux principes M.L. en disant : « *en appelant les travailleurs à la lutte pour obtenir que soient satisfaits leurs intérêts et leurs aspirations, les communistes se distinguent des réformistes... Les communistes sont des révolutionnaires parce qu'ils savent que le remplacement du capitalisme par le socialisme suppose une lutte des classe acharnée et complexe* ». (Les principes de la politique du PCF, p93).

Mais justement les communistes véritables ne se distinguent pas des réformistes parce qu'ils reconnaissent la lutte des classes. Mais essentiellement parce qu'ils fixent à cette lutte un but bien particulier : l'abolition des classes qui nécessite la dictature du prolétariat. Ce que Marx écrivait ainsi dans sa lettre à Weydemeyer : « *en ce qui me concerne ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert ni l'existence des classes dans la société moderne, ni leur lutte entre elles. Longtemps avant moi, des historiens bourgeois avaient exposé l'évolution historique de cette lutte de classe et des économistes bourgeois en avaient décrit l'anatomie économique. Ce que j'ai apporté de nouveau, c'est de démontrer 1) que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases historiques déterminées du développement de la production, 2) que la lutte des classes mène nécessairement à la dictature du prolétariat, 3) que cette dictature elle-même ne représente que la transition à l'abolition de toutes les classes et à une société sans classe* ».

Cette théorie qui trace ainsi l'axe stratégique suivant lequel la D.D.P. doit remplacer la dictature de la bourgeoisie est l'essence même du marxisme. Plus tard, Lénine, faisant le bilan de l'expérience de la révolution prolétarienne russe va enrichir et développer la théorie marxiste de l'Etat. Il démontrera à plusieurs reprises l'importance et la nécessité de renforcer la dictature sur la bourgeoisie et de lutter âprement contre tous les opportunistes qui s'y opposent. « *Quiconque reconnaît uniquement la lutte des classes n'est pas pour autant un marxiste ; il peut se faire qu'il ne sorte pas encore du cadre de la pensée bourgeoise et de la politique bourgeoise. Limiter le marxisme à la doctrine de la lutte des classes, c'est le tronquer, le déformer, le réduire à ce qui est acceptable pour la bourgeoisie. Celui-là seul est marxiste qui étend la reconnaissance de la lutte des classes jusqu'à la reconnaissance de la dictature du prolétariat. C'est ce qui distingue foncièrement le marxiste du vulgaire petit (et aussi grand) bourgeois. C'est avec cette pierre de touche qu'il faut éprouver la compréhension et la reconnaissance effective du marxisme. Il n'est pas étonnant que lorsque l'histoire de l'Europe eut amené la classe ouvrière à aborder pratiquement cette question, tous les opportunistes et les réformistes, mais aussi tous les Kautskystes (ceux qui hésitent entre le réformisme et le marxisme) se soient révélés de pitoyables philistins et des démocrates petits-bourgeois négateurs de la DDP*»²

Les réformistes actuels et leurs chefs de file (Marchais, Mitterrand, Rocard etc.) veulent également limiter le marxisme « à la doctrine de la lutte des classes ». C'est que leur but est d'utiliser la lutte des classes pour obtenir seulement quelques réformes du capitalisme. Mais dès que la lutte du prolétariat s'amplifie ils déploient tous leurs efforts pour contenir la tempête dans un cadre de mesures acceptables pour la bourgeoisie. Ils sont prêts à soutenir des grèves, des manifestations... à condition qu'elles ne risquent pas de remettre en cause le système capitaliste. Et dans ce cas, toute l'expérience historique montre qu'ils

² Lénine – « L'Etat et la Révolution »

passent ouvertement au rang de chefs et organisations de la lutte anti-ouvrière. Par exemple : ce sont eux qui ont brisé dans le sang les soviets ouvriers allemands de 1920, eux (Thorez et PCF en tête) qui ont désarmé le prolétariat français en 1944, eux partout et toujours qui s'opposent à la dictature du prolétariat : il faudrait citer les mille exemples historiques qui le prouvent avec surabondance.

Et lorsque le prolétariat a pris le pouvoir et établi son Etat et le régime socialiste, la question de la dictature du prolétariat reste encore la pierre de touche qui sépare les révolutionnaires des révisionnistes bourgeois. Car la prise du pouvoir d'Etat par le prolétariat n'est que le début du long processus qui mène à la suppression des classes. Début d'une longue période révolutionnaire durant laquelle le prolétariat doit diriger une lutte de classe difficile. C'est pourquoi Lénine a précisé : « *Ceux-là ont assimilé l'essence de la doctrine de Marx sur l'Etat, qui ont compris que la dictature d'une classe est nécessaire non seulement pour toute la société de classes en général, non seulement pour le prolétariat qui aura renversé la bourgeoisie, mais encore pour toute la période historique qui sépare le capitalisme de la « société sans classes », du communisme* »³

Car c'est un fait (nous y reviendrons plus loin) qu'il existe encore un terrain propice à la formation d'une nouvelle bourgeoisie sous le socialisme. Nouvelle bourgeoisie qui se forme sur la base des « stigmates de la vieille société capitaliste » et veut le retour au capitalisme pour pouvoir s'épanouir pleinement. Cela est possible : l'histoire montre que la victoire du prolétariat n'est jamais définitivement acquise tant que subsistent les classes.

Ainsi, en URSS et en Chine, la nouvelle bourgeoisie avec ses chefs comme Khrouchtchev et Teng Hsiao Ping a réussi à s'infiltrer dans le Parti, y prendre frauduleusement le pouvoir, puis élargir sa domination à tout l'appareil d'Etat et transformer ces pays autrefois phare du socialisme en nouveaux pays capitalistes et impérialistes.

Voilà qui est lourd d'enseignements pour les ouvriers du monde entier. Voilà qui exige que nous menions un combat plus intransigeant que jamais pour défendre, contre les révisionnistes, la nécessité de la dictature du prolétariat. Non seulement en parole, mais aussi contre tous ceux qui, tout en acceptant la dictature du prolétariat du bout des lèvres, s'emploient à vider ce terme de tout contenu et à le rendre acceptable par la bourgeoisie. Et également à défendre la dictature du prolétariat contre ces sirènes qui nous incitent à croire que c'est une chose qui n'a jamais existé, et que toute l'expérience historique, et les riches exemples offerts par l'URSS de Lénine et Staline, la Chine de Mao, l'Albanie d'E. Hoxha et beaucoup d'autres doivent être considérés comme de décourageants « échecs ».

³ Lénine – « L'Etat et la Révolution ».

Les communistes luttent pour l'abolition des classes

Auparavant toutes les révolutions n'ont eu pour ultime objectif que l'établissement de la dictature d'une classe déterminée. Or, sur ce point, la révolution prolétarienne diffère totalement : son but est l'abolition de toute classe, donc de tout Etat. La dictature du prolétariat est le moyen pour atteindre ce but.

Les classes n'ont pas toujours existé. Et elles ne subsisteront pas non plus éternellement. En fait, leur naissance, leurs transformations, leur disparition sont déterminées par le niveau de développement de la production sociale.

Engels résume cela ainsi⁴ :

« Depuis l'apparition historique du mode de production capitaliste, la prise de possession de l'ensemble des moyens de production par la société a bien souvent flotté plus ou moins vaguement devant les yeux tant d'individus qui de sectes entières, comme idéal d'avenir. Mais elle ne pouvait devenir possible, devenir une nécessité historique qu'une fois données les conditions matérielles de sa réalisation. Comme tout autre progrès social, elle devient praticable non par la compréhension acquise du fait que l'existence des classes contredit à la justice, à l'égalité etc., non par la simple volonté d'abolir ces classes, mais par certaines conditions économiques nouvelles. La scission de la société en une classe exploiteuse et une classe exploitée, en une classe dominante et une classe opprimée était une conséquence nécessaire du faible développement de la production dans le passé. Tant que le travail total de la société ne fournit qu'un rendement excédant à peine ce qui est nécessaire pour assurer strictement l'existence de tous, tant que le travail réclame donc tout ou presque tout le temps de la grande majorité des membres de la société, celle-ci se divise nécessairement en classes. A côté de cette grande majorité, exclusivement vouée à la corvée du travail, il se forme une classe libérée du travail directement productif, qui se charge des affaires communes de la société : direction du travail, affaires politiques, justice, science, beaux-arts, etc. C'est donc la loi de la division du travail qui est à la base de la division en classes. (...) Mais si, d'après cela, la division en classes a une certaine légitimité historique, elle ne l'a pourtant que pour un temps donné, pour des conditions sociales données. Elle se fondait sur l'insuffisance de la production ; elle sera balayée par le plein développement des forces productives modernes. (...) La possibilité d'assurer, au moyen de la production sociale, à tous les membres de la société une existence non seulement parfaitement suffisante au point de vue matériel et s'enrichissant de jour en jour, mais leur garantissant aussi l'épanouissement et l'exercice libres et complets de leurs dispositions physiques et intellectuelles, cette possibilité existe aujourd'hui pour la première fois, mais ELLE EXISTE ».

Abolir la « division du travail » qui est à la base de la division en classes n'est pas seulement affaire de volonté. Il faut aussi pour y parvenir que les hommes puissent être libérés d'avoir à consacrer l'essentiel de leur temps à arracher leur subsistance à la nature, et puissent alors épanouir librement toutes leurs capacités créatrices.

Aujourd'hui, le progrès technique est tel que les bases matérielles existent dans des pays comme la France pour édifier progressivement une société sans classe. La « possibilité » du communisme comme disait Engels est une réalité.

Mais cette possibilité ne peut se réaliser d'un seul coup. Il faut d'abord que la révolution prolétarienne brise l'Etat bourgeois en renversant les capitalistes. Alors pourra être abolie la propriété privée des

⁴ Engels – « Socialisme scientifique et socialisme utopique »

moyens de production. L'ensemble de ces moyens de production devenant réellement propriété collective, un premier pas sera fait qui libèrera les hommes de l'exploitation, de l'esclavage du travail salarié et de la misère. Leur enthousiasme et leur énergie créatrice seront libérés. Le gaspillage et l'anarchie capitaliste, avec ses crises, son chômage, abolis. Et la production pourra connaître des progrès foudroyants permettant de satisfaire aisément les besoins de tous.

Mais l'abolition de la propriété privée des moyens de production n'est qu'un premier bouleversement des rapports de production (voir annexe sur les rapports de production). Ce n'est pas encore la suppression des classes. Nous reviendrons plus loin sur ce sujet : la suppression des classes implique non seulement la transformation de la propriété, mais aussi de tous les rapports inégaux qui existent et sont engendrés par la position différente qu'occupent les différentes personnes engagées dans la production. Ainsi que la modification des revenus inégaux résultat de ces rapports. Ce n'est pas du jour au lendemain que la vieille division du travail léguée par les rapports de production capitaliste (entre manuels et intellectuels, dirigeants et exécutants, paysans et ouvriers etc.) pourra être abolie : la transformation de la propriété n'en est que le premier pas qui, face à la production collective établit la propriété collective.

Et encore changer les rapports inégaux dans la production et la répartition n'est pas suffisant. Il faut aussi changer toutes les relations sociales qui en découlent dans les domaines politiques et culturels (art, enseignement etc.). Ceci jusqu'au bouleversement complet des idées qui sont engendrées par ces relations sociales, et afin que la survivance de ces idées bourgeoises (mépris du travail et du peuple, aristocratie, individualisme, égoïsme, soif du pouvoir et du gain, arrivisme, etc.) ne puisse se perpétuer pour servir à la restauration de la bourgeoisie.

Déjà en 1850, Marx résumait ainsi les tâches de la dictature du prolétariat pour supprimer les classes⁵ en notant que cela se comprenait comme « *la suppression de tous les rapports de production sur lesquels elles reposent, la suppression de toutes les relations sociales qui correspondent à ces rapports de production, au bouleversement de toutes les idées qui émanent de ces relations sociales* ».

Toutes ces tâches sont longues et complexes. Et il découle de leur nature que :

- Seul le prolétariat peut en diriger l'accomplissement effectif et jusqu'au bout. Non seulement parce que classe exploitée et opprimée « il n'a à perdre que ses chaînes ». Mais surtout parce que, à l'avant-garde de la production moderne, il lutte en première ligne pour la domestication de la nature tout en n'ayant d'autre intérêt que de mettre le progrès au service de la libération de la société toute entière. C'est pourquoi le prolétariat est le représentant de l'avenir, du mode de production et du système social le plus avancé : le communisme. C'est pourquoi seul le prolétariat est révolutionnaire jusqu'au bout⁶, seul il peut et doit diriger jusqu'au bout le processus d'abolition des classes.
- Une phase de transition, longue, doit s'instaurer entre le capitalisme et le communisme. C'est le socialisme. « *Le socialisme est la déclaration permanente de la révolution, la dictature de classe du prolétariat, comme point de transition nécessaire pour arriver à la suppression des différences de classe en général, à la suppression de tous les rapports de production sur lesquels elles reposent, à la suppression de toutes les relations sociales qui correspondent à ces rapports de production, au bouleversement de toutes les idées qui émanent de ces relations sociales* »⁷.

Cette phase de transition ne peut être que la dictature du prolétariat. Car tant qu'il y a transition, qu'il existe des classes, il doit exister un état. Etat qui, comme tout Etat, ne peut être que l'expression, l'organisation de la classe dirigeante. Etat qui ne s'éteindra qu'avec l'extinction des classes.

⁵ Marx – « Les luttes de classe en France, 1848 – 1850 »

⁶ Sur ce point, voir notre brochure « Le prolétariat, seule classe révolutionnaire jusqu'au bout »

⁷ Marx – « Les luttes de classe en France, 1848 – 1850 »

Nécessité de la transition de dictature du prolétariat

Comme nous l'avons dit, les réformistes s'opposent à la dictature du prolétariat avant même son établissement en prétendant qu'il est possible de changer le capitalisme par la voie de l'élargissement continu et pacifique des réformes démocratiques. Ils prétendent pour ce faire que le prolétariat doit attendre d'avoir conquis la majorité, de fixer pour but d'aboutir à une majorité électorale. Mais la question est qu'il n'est en général pas possible de conquérir la majorité, c'est-à-dire pour cela les masses petites-bourgeoises, avant la révolution, mais seulement après.

Lénine enseigne : « *Que d'abord le prolétariat révolutionnaire renverse la bourgeoisie, brise le joug du Capital, démolisse l'appareil d'Etat bourgeois, alors le prolétariat, qui aura remporté la victoire, pourra rapidement gagner la sympathie et le soutien de la majorité des masses laborieuses non prolétariennes, en leur donnant satisfaction aux dépend des exploités* »⁸.

Cette question de la petite-bourgeoisie, du ralliement de la masse du peuple à la révolution socialiste, est au centre de la question de la dictature du prolétariat, et de sa nécessité.

« *Si nous pouvions affirmer avec certitude que la petite-bourgeoisie soutiendra le prolétariat lorsque ce dernier accomplira sa révolution prolétarienne, il n'y aurait pas à parler de dictature, car alors nous serions assurés d'une majorité si écrasante que nous nous passerions volontiers de dictature... La nécessité de la dictature du prolétariat est liée de la façon la plus étroite et la plus indissoluble à la thèse du Manifeste Communiste selon laquelle le prolétariat seul est une classe vraiment révolutionnaire* »⁹.

Elle reste la question centrale également après la prise du pouvoir. Les réformistes et les bourgeois s'opposent alors à la dictature du prolétariat en prétendant qu'il est possible d'aller au communisme sans continuation de la révolution. Staline notait¹⁰ que, au contraire de la révolution bourgeoise qui se termine ordinairement avec la prise du pouvoir, « *pour la révolution prolétarienne la prise du pouvoir n'en est que le commencement* » (de la révolution).

Pour vaincre définitivement la bourgeoisie et accomplir la révolution jusqu'au communisme, le prolétariat doit gagner les masses à ses côtés. Mais cela il ne peut le faire qu'à condition :

1. De s'emparer du pouvoir d'Etat ;
2. De détruire l'Etat bourgeois et le remplacer par le pouvoir des Soviets ;

⁸ Lénine – « Les élections à l'Assemblée Constituante et la dictature du prolétariat »

Lénine, par ailleurs, explique très justement que dans les pays capitalistes « *la force du prolétariat est incomparablement supérieure au pourcentage du prolétariat par rapport à l'ensemble de la population. Ceci parce que le prolétariat domine économiquement le centre et le nerf du système économique capitaliste tout entier, et aussi parce que le prolétariat traduit sur le plan économique et politique les véritables intérêts de l'immense majorité des travailleurs en régime capitaliste. C'est pourquoi le prolétariat, même quand il constitue la minorité de la population (ou lorsque l'avant-garde consciente et véritablement révolutionnaire du prolétariat constitue la minorité de la population), est capable de renverser la bourgeoisie et de gagner ensuite à ses côtés de nombreux alliés dans la masse des semi-prolétaires et des petits-bourgeois, laquelle ne se prononcera jamais d'avance pour la domination du prolétariat, ne comprendra les conditions et les objectifs de cette domination et ne se convaincra qu'ensuite, par sa propre expérience, que la dictature du prolétariat est inévitable, juste et nécessaire* ».

⁹ Lénine – OC T6 p46 Editions de Moscou

¹⁰ Staline – Les questions du léninisme Editions de Pékin p171

3. De ruiner l'influence de la bourgeoisie et des réformistes conciliateurs sur la majorité des masses. Ceci en prenant des mesures favorables aux masses et qui les amènent à se tourner progressivement vers le prolétariat à reconnaître son rôle progressiste et révolutionnaire¹¹.

Et même lorsque la majorité est ainsi ralliée au prolétariat, il est nécessaire de continuer la lutte de classe. Il reste que le prolétariat seul doit continuer à la diriger. Car, comme l'a noté le Parti Communiste Chinois en 1963¹² (à propos de la restauration du pouvoir de la bourgeoisie en URSS) :

a) « *Les exploités renversés tentent toujours et par tous les moyens de reconquérir leur « paradis » perdu.*

b) *L'ambiance petite-bourgeoise engendre chaque jour, à chaque heure, de nouveaux éléments bourgeois.*

c) *Dans les rangs de la classe ouvrière et parmi les fonctionnaires d'Etat, il peut également apparaître des éléments dégénérés et de nouveaux éléments bourgeois en raison de l'influence bourgeoise, de l'entourage petit-bourgeois et de la corruption exercés par celui-ci.*

d) *Les conditions externes qui déterminent la continuation de la lutte des classes dans les pays socialistes sont l'encerclement par le capitalisme international, la menace de l'intervention armée et les manœuvres de désagrégation pacifique auxquelles ont recours les impérialistes. »*

La dictature du prolétariat reste une nécessité jusqu'à l'abolition des classes partout dans le monde. C'est la nécessité d'une transition au communisme. Dans ce mot de transition réside ce qui fait la particularité de l'Etat prolétarien : il n'est déjà plus un Etat. Il est Etat marquant la survivance des classes et des stigmates de la société capitaliste. Il n'est plus Etat parce qu'il existe déjà les germes du communisme naissant. C'est un Etat qui organise son propre dépérissement, sa propre disparition comme appareil spécial coupé des masses. C'est une « Communauté ». C'est donc cette transition qu'il nous faut analyser maintenant de façon plus approfondie. En montrant la réalité de l'existence des classes sous le socialisme qui rend cette transition nécessaire. Classes qui ne peuvent s'éteindre rapidement, mais seulement au cours d'un long processus de lutte et de transformation.

¹¹ Lénine – « Les élections à l'Assemblée Constituante et la dictature du prolétariat »

¹² « Le pseudo communisme de Khrouchtchev et les leçons historiques qu'il donne au monde » (citant un extrait de la « lettre en 25 points »).

4

L'existence des classes sous le socialisme

Tirant en 1920 les premiers enseignements de l'expérience du jeune Etat soviétique, Lénine dit¹³ :
« *La dictature du prolétariat, c'est la guerre la plus héroïque et la plus implacable de la nouvelle classe contre un ennemi plus puissant, contre la bourgeoisie dont la résistance est décuplée du fait de son renversement (ne fût-ce que dans un seul pays) et dont la puissance ne réside pas seulement dans la force du capital international, dans la force et la solidité des liaisons internationales de la bourgeoisie, mais encore dans la force de l'habitude, dans la force de la petite production. Car malheureusement, il reste encore au monde une très, très grande quantité de petite production : or la petite production engendre le capitalisme et la bourgeoisie constamment, chaque jour, à chaque heure, d'une manière spontanée et dans de vastes proportions. Pour toutes ces raisons, la dictature du prolétariat est indispensable, et il est impossible de vaincre la bourgeoisie sans une guerre prolongée, opiniâtre, acharnée, sans une guerre à mort qui exige la maîtrise de soi, la discipline, la fermeté, une volonté une et inflexible* ».

Après la prise du pouvoir par le prolétariat, la situation est en effet à peu près la suivante :

4.1 Subsistent les anciens exploités

Ils ont perdu le pouvoir et ont été privés de la propriété des moyens de production. Malgré cette défaite majeure, ils ne restent pas sans moyens. Leur force réside d'une part dans leurs liaisons internationales avec les autres bourgeoisies, ce qui leur permet de fomenter complots, intrigues, sabotages etc. D'autre part, il leur reste à l'intérieur un réseau de relations, des habitudes d'organisation et de gestion, la connaissance des secrets de l'administration, de la science et des techniques. Toutes choses que le prolétariat ne peut pas s'appropriier immédiatement et qui l'oblige, dans un premier temps, à composer avec certains bourgeois afin de les utiliser au service du nouvel Etat prolétarien.

Et il ne faut pas oublier non plus qu'il reste à la bourgeoisie une énorme influence idéologique acquise pendant des générations, qui s'appuie sur la force de l'habitude, sur la persistance de la culture et du mode de pensée bourgeois. Ainsi, les anciens bourgeois privés du pouvoir, loin de se laisser abattre ou de suivre docilement le prolétariat vainqueur, redoublent au contraire d'efforts (avec l'aide de la bourgeoisie internationale) dans une tentative désespérée de survie.

4.2 La masse petite-bourgeoise oscille entre le prolétariat et la bourgeoisie

La masse petite-bourgeoise subit encore après la révolution l'influence de la bourgeoisie et peur lui servir à restaurer son pouvoir. Cette masse (petits producteurs et petite-bourgeoisie urbaine comme employés supérieurs, intellectuels, techniciens, cadres moyens) n'est pas un bloc homogène. De larges fractions sympathisent avec le prolétariat au vu des mesures que prend celui-ci contre les capitalistes et qui lui sont également favorables. Dans l'ensemble, il ne s'agit que d'un ralliement relativement instable et hésitant au socialisme, sauf pour les couches proches du prolétariat.

Par exemple, le petit paysan manifeste une tendance spontanée au capitalisme en tant que petit propriétaire. Alors que par ailleurs il est amené à reconnaître les bienfaits du socialisme qui le délivre du capitalisme et de la misère, et à s'en rapprocher. De même les salariés petits-bourgeois des villes sont

¹³ Lénine – « La maladie infantile du communisme »

opposés à la bourgeoisie qui les opprime et soutiennent pour une part le prolétariat qui, avec la victoire, apporte des améliorations notables à leurs conditions de vie et de travail. Mais la révolution s'accompagne aussi de bouleversements et de « désordres » qui les effraient. La guerre civile engendre une aggravation provisoire de leur niveau de vie. Beaucoup ont du mal à accepter toutes les conséquences de la chute de l'impérialisme dont ils recevaient des miettes. Par exemple, la révolution supprime toutes sortes d'activités parasitaires dans les secteurs de la finance, du commerce, de la publicité etc. et lutte contre l'hypertrophie des villes. Des reconversions et changements d'emplois sont nécessaires : tous doivent participer à un travail productif, socialement utile. Les masses petites-bourgeoises restent pour une bonne part idéologiquement proches de la bourgeoisie après la révolution (mépris du travail manuel, individualisme, appât du gain et recherche de la promotion, chauvinisme etc.).

Rallier au socialisme l'énorme majorité des travailleurs est une tâche essentielle de la dictature du prolétariat, que nous analyserons plus loin. Mais s'il est relativement facile d'isoler et d'éliminer les capitalistes, les exploités et ceux qui s'y rattachent, il est beaucoup plus difficile, plus long, d'éliminer la petite-bourgeoisie : on ne peut utiliser d'autre voie que de la transformer et la rééduquer. Et cela exige non seulement du temps mais aussi une « main de fer », un Parti qui sache tenir fermement la barre sans céder ni à l'aventurisme de solutions soi-disant expéditives, ni céder au libéralisme de laisser se développer la petite-bourgeoisie sous prétexte de démocratie.

Ce que Lénine résume ainsi en 1920¹⁴ :

« En Russie, nous en sommes encore (plus de deux ans après le renversement de la bourgeoisie à faire nos premiers pas dans la voie de la transition du capitalisme au socialisme, ou stade inférieur du communisme. Les classes subsistent, et elles subsisteront partout, pendant des années après la conquête du pouvoir par le prolétariat. Peut-être ce délai sera-t-il moindre en Angleterre où il n'y a pas de paysans (mais où il y a cependant des petits patrons !). Supprimer les classes, ce n'est pas seulement chasser les propriétaires fonciers et les capitalistes, - ce qui nous a été relativement facile - c'est aussi supprimer les petits producteurs de marchandises ; or, ceux-ci on ne peut pas les chasser, on ne peut pas les écraser, il faut faire bon ménage avec eux. On peut (et on doit) les transformer, les rééduquer, - mais seulement par un travail d'organisation très long, très lent et très prudent. Ils entourent de tous côtés le prolétariat d'une ambiance petite-bourgeoise, ils l'en pénètrent, ils l'en corrompent, ils suscitent constamment au sein du prolétariat des récidives de défauts propres à la petite-bourgeoisie : manque de caractère, dispersion, individualisme, passage de l'enthousiasme à l'abattement. Pour y résister, pour permettre au prolétariat d'exercer comme il se doit, avec succès et victorieusement, son rôle d'organisateur (qui est son rôle principal), le parti politique du prolétariat doit faire régner dans son sein une centralisation et une discipline rigoureuses. La dictature du prolétariat est une lutte opiniâtre, sanglante et non sanglante, violente et pacifique, militaire et démocratique, pédagogique et administrative, contre les forces et les traditions de la vieille société. La force de l'habitude chez les millions et les dizaines de millions d'hommes est la force la plus terrible. Sans un parti de fer, trempé dans la lutte, sans un parti jouissant de la confiance de tout ce qu'il y a d'honnête dans la classe en question, sans un parti sachant observer l'état d'esprit de la masse et influencer sur lui, il est impossible de soutenir cette lutte avec succès. Il est mille fois plus facile de vaincre la grande bourgeoisie centralisée que de « vaincre » les millions et les millions de petits patrons ; or, ceux-ci, par leur activité quotidienne, coutumière, invisible, insaisissable, dissolvante, réalisent les mêmes résultats qui sont nécessaires à la bourgeoisie, qui restaurent la bourgeoisie. Celui qui affaiblit tant soit peu la discipline de fer dans le parti du prolétariat (surtout pensant sa dictature), aide en réalité la bourgeoisie contre le prolétariat ».

Ce que Lénine dit ici des petits producteurs de marchandise s'applique aussi à l'ensemble de la petite-bourgeoisie urbaine salariée qui partage la même idéologie, subit la corruption impérialiste.

¹⁴ Lénine – « La maladie infantile du communisme »

4.3 Une nouvelle bourgeoisie se reproduit sous le socialisme

Cela résulte du fait que le socialisme est la lutte entre le capitalisme agonisant et le communisme naissant.

Ainsi, la survivance des idées bourgeoises et d'une bourgeoisie trouve un point d'appui dans les contradictions (inévitables) de la société socialiste elle-même. Cela a particulièrement été mis en évidence par l'expérience de la Grande Révolution Culturelle en Chine et les analyses qu'a alors faites le PCC sur les bases sociales de l'existence des classes sous le socialisme¹⁵.

Pour les révisionnistes, comme le PCF, la lutte de classe s'arrête dès que la bourgeoisie n'est plus propriétaire de capitaux, dès qu'elle a été expropriée.

Cela est faux. Le socialisme est une période de transition. Cela implique « *qu'elle doit forcément associer les caractéristiques et les particularités propres à ces deux structures économiques de la société. Cette période transitoire ne peut manquer d'être une phase de lutte entre l'agonie du capitalisme et la naissance du communisme ou, en d'autres termes, entre le capitalisme vaincu, mais non anéanti, et le communisme déjà né, mais encore très faible* ». ¹⁶

C'est bien pourquoi la lutte de classe continue et qu'il faut que le prolétariat, loin de céder aux révisionnistes qui veulent combiner « la réconciliation des deux forces combattantes », s'occupe au contraire activement de diriger la lutte de l'une contre l'autre.

Voyons, avec quelques exemples, comment se manifestent les survivances de traces de la société capitaliste au sein de la société socialiste, - d'un terrain sur lequel le capitalisme peut resurgir si la dictature du prolétariat n'est pas exercée fermement.

* * *

Après la prise du pouvoir, le prolétariat abolit la propriété privée des principaux moyens de production et d'échange et les remet à l'ensemble de la société. Il détruit ainsi immédiatement la base fondamentale de l'exploitation. Personne ne peut plus exploiter sur une vaste échelle le travail d'autrui. De ce fait aussi la répartition des biens se fonde sur le principe : à chacun selon son travail - qui ne travaille pas ne mange pas - L'économie est planifiée suivant la loi socialiste de la satisfaction croissante des besoins sociaux du peuple. Ainsi le socialisme est déjà une société tout à fait différente du capitalisme, une société où le peuple jouit d'une situation incomparablement supérieure.

Mais on est loin encore de la société communiste. Et la nouvelle société socialiste porte encore, sur les plans économiques, moraux, culturels, « *les stigmates de l'ancienne société des flancs de laquelle elle est issue* ». Y subsistent le système marchand, la répartition selon le travail, la monnaie, et diverses inégalités et contradictions.

Ce que Mao résumait ainsi : « *La Chine est un pays socialiste. Avant la libération, c'était à peu près comme le capitalisme. Maintenant encore on pratique le système des salaires à huit échelons, la répartition selon le travail, l'échange par l'intermédiaire de la monnaie, et tout cela ne diffère guère de l'ancienne société. La différence, c'est que le système de propriété a changé* ».

Par exemple, il coexiste dans la société socialiste deux types de propriétés : la propriété collective (biens de groupes sociaux particuliers comme les kolkhozes en Russie ou les Communes Populaires en Chine),

¹⁵ Voir par exemple Tchang Tchouen Kiao « De la dictature intégrale sur la bourgeoisie », ou Pékin Information « Marx, Engels, Lénine sur la dictature du prolétariat : Questions et Réponses » N°40 à 51, Octobre à Décembre 1975.

¹⁶ Lénine – « L'économie et la politique à l'époque de la dictature du prolétariat »

qui est une forme transitoire, et la propriété du peuple tout entier (biens de l'Etat). Entre ces deux types de propriété, il y a évidemment échange de produits. Echange qui prend alors la forme d'échange de marchandises, par l'intermédiaire de la monnaie. Chaque marchandise ayant pour valeur une certaine quantité de travail humain, le temps de travail socialement nécessaire pour la produire qui y est incorporé.

Mais des conditions plus favorables permettront à certains de produire dans le même temps plus de marchandises que d'autres, de produire avec un coût moindre, etc... Certains, suivant le principe de l'échange de marchandises par la monnaie, pourraient recevoir plus d'argent. Donc s'équiper toujours mieux, gagner toujours plus et finir par transformer leur argent en capital et exploiter autrui. Cela n'arrive pas sous le socialisme, car la dictature du prolétariat corrige les inégalités, empêche l'accumulation de l'argent aux mains de quelques-uns, contrôle la production et le marché à l'aide du Plan.

Mais ces inégalités existent néanmoins, ainsi que la monnaie et les échanges marchands entre différents groupes d'individus et avec l'Etat. Donc existe toujours la tendance à l'enrichissement de quelques-uns qu'engendre les échanges marchands. Tendance qui se manifeste par exemple par la restauration des profits comme critère, la restauration des primes et toutes formes de salaires « au rendement » et qui, si elle n'est pas combattue aboutit inéluctablement comme en URSS et en Chine à la restauration du capitalisme. C'est pourquoi la dictature du prolétariat doit sans cesse lutter pour réduire le système marchand, éliminer le profit, planifier et collectiviser les échanges, corriger les inégalités et différences et les supprimer.

A ce propos, Lénine disait en 1913 que « *même en Russie l'économie marchande capitaliste vit, agit, se développe et engendre une bourgeoisie, comme dans n'importe quel pays capitaliste* »¹⁷.

Dans un pays socialiste, l'établissement de la propriété d'Etat sur tous les secteurs vitaux, le contrôle étroit de la monnaie, les restrictions apportées à la liberté du commerce et l'organisation planifiée et centralisée de la production et des échanges limitent étroitement la production marchande et ses effets.

Néanmoins, on ne peut éliminer tout de suite toute la propriété privée, ni passer immédiatement de la propriété collective à celle du peuple tout entier. C'est pourquoi, si le prolétariat relâchait quelque peu sa vigilance, des éléments bourgeois pourraient renaître sur ses bases. On verrait réapparaître des nouveaux bourgeois à la tête des entreprises qui, s'affranchissant du Plan d'Etat pour mettre « les bénéfiques au poste de commande », développeraient leurs secteurs en fonction des profits et non des besoins sociaux. Eh bien sûr s'attribueraient d'une façon ou d'une autre (privilèges, hauts salaires, etc...) une part toujours plus importante de ces bénéfiques.

Ces nouveaux bourgeois peuvent également apparaître au sein des cadres, de l'appareil d'Etat ou du Parti, si on laisse des gens profiter de leurs positions pour s'approprier des privilèges. « *Le danger de la naissance de nouvelles couches bourgeoises apparaît lorsque les cadres et les employés d'Etat s'embourgeoisent, se détachent du peuple et se convertissent de serviteurs du peuple en dominateur du peuple, lorsque est altéré le principe socialiste de la rémunération selon le travail et qu'on tolère que les cadres et les employés touchent des salaires et des gratifications élevés...* »¹⁸.

Cette question des avantages dont peuvent profiter certaines catégories sous le socialisme pose le problème du « droit bourgeois » que nous allons maintenant aborder.

Avant de le faire, nous concluons donc ici que bien que les rapports de production aient été profondément modifiés dès la prise du pouvoir par la socialisation de la propriété des moyens de production et d'échange, il subsiste encore des aspects bourgeois dans ces rapports : différentes formes

¹⁷ Lénine – 8^{ème} Congrès du POSDR

¹⁸ Albanie Aujourd'hui N°2 – 1976

de propriété, échange marchand, division du travail, etc... Subsiste donc une base matérielle, dans l'infrastructure économique, qui permet la formation d'une bourgeoisie¹⁹.

Si cette bourgeoisie plonge ses racines dans ce terrain que constituent les stigmates de la vieille société capitaliste, elle respire et vit grâce à la survivance d'habitudes, d'idées, de formes de cultures, de méthodes d'enseignement, de style de vie et de travail qui sont restés bourgeois dans la société socialiste. Dans la superstructure socialiste (cf annexe sur la superstructure), la bourgeoisie trouve encore la nourriture et l'oxygène qui lui assure la survie et en particulier des règles, un droit qui la protège. Examinons ce point.

4.4 Le « droit bourgeois » sert la reproduction de la bourgeoisie sous le socialisme

Qu'entend-t-on par survivance du « droit bourgeois » dans la société socialiste ? Ceci : le fait que les inégalités qui subsistent (et que le prolétariat n'a pas, ne peut pas, abolir immédiatement) sont tolérées, admises, même protégées, par les lois, les règles (le « droit ») de la nouvelle société à ses débuts.

Par exemple, lorsque les moyens de production ont été remis à la société, il n'y a pas encore égalité. Le droit socialiste indique : à chacun selon son travail. Chacun ne reçoit qu'en fonction de son travail. Il s'agit d'une règle unique pour tous, mais qui n'est pas « égale » en ce sens qu'elle est appliquée à des gens différents. *« Les individus ne sent pas égaux l'un est plus fort, l'autre plus faible ; l'un est marié, l'autre non ; l'un a plus d'enfants, l'autre en a moins, etc. A égalité de travail, conclut Marx, et par conséquent, à égalité de participation au fonds social de consommation, l'un reçoit donc effectivement plus que l'autre, l'un est plus riche que l'autre, etc. Pour éviter vous ces inconvénients, le droit devrait être non pas égal, mais inégal »*²⁰.

En fait, l'expérience de la révolution chinoise synthétisée par Mao montre qu'il subsiste « trois grandes différences » dans la société socialiste : entre villes et campagnes, travail intellectuel et travail manuel, ouvriers et paysans. Il s'agit là de la survivance de l'ancienne division du travail de l'époque capitaliste qui n'a pu être encore totalement supprimée. Cette division traduit la place différente qu'occupent les individus par rapport aux moyens de production et dans l'organisation du travail. Il en résulte nécessairement une répartition des produits inégale, traduisant ces différences et les écarts entre travailleurs dans le domaine technique, la formation culturelle, la capacité de travail, etc.

Aussi le socialisme doit-il mener la lutte pour restreindre toutes ces différences. Il crée un droit inégal afin de corriger les inégalités de fait, favorisant les plus démunis instaurant la gratuité totale de certains services comme les soins médicaux, l'enseignement et autres. Ce sont là les prémisses de l'application du principe communiste vers lequel va la société : à chacun selon ses besoins. Ainsi dès le début du socialisme le principe à chacun selon son travail, qui bien qu'un immense progrès par rapport au capitalisme reste un principe conservant des inégalités, est récupéré, corrigé, par l'introduction du principe à chacun selon ses besoins dans certains domaines. Par exemple encore la réduction des stimulants matériels, la limitation accrue ces écarts de salaires (de 1 à 2 en Albanie), la satisfaction d'une partie des besoins des travailleurs au moyen d'un fonds social de consommation sont des mesures allant dans ce sens.

¹⁹ De plus l'existence de bourgeois au sein du Parti et de l'appareil d'Etat peut avoir une origine historique. Comme en Chine par exemple, où la Révolution a connu deux grandes phases au moins dont la nature, la cible et les tâches étaient différentes. D'abord la révolution démocratique bourgeoise anti-impérialiste et anti-féodale. Alors la contradiction principale opposait l'ensemble des masses populaires (y compris la petite-bourgeoisie et bourgeoisie nationale) à l'impérialisme, le féodalisme et le capitalisme bureaucratique. Puis la révolution socialiste qui oppose bourgeoisie et prolétariat. Deux phases dirigées par le prolétariat et son Parti. Mais lors de la première phase certains bourgeois ont pu s'infiltrer dans le Parti et ensuite s'opposer à la révolution socialiste, en rester idéologiquement et pratiquement à l'étape de la révolution démocratique bourgeoise. Voir Pékin Information N° 13-1976 : « Des démocrates bourgeois aux responsables engagés dans la voie capitaliste ».

²⁰ Lénine – « L'Etat et la Révolution »

Néanmoins, au début, la société socialiste est obligée d'utiliser la monnaie et les échanges marchands qui sont indispensables au développement économique, à la gestion de la production, de la répartition, etc. Elle ne peut supprimer d'un coup les classes, supprimer les différences et les « trois grands écarts » d'un coup de baguette magique. Elle doit appliquer le principe à chacun selon son travail. Tout cela elle ne peut que le limiter progressivement.

Et dans la mesure où sous le socialisme il existe encore des règles, des lois, un « droit » qui autorisent, et donc protègent, la monnaie les inégalités et différences, il existe aussi nécessairement un Etat qui a parmi ces fonctions de faire respecter des règles. Etat qui est nécessaire à cause de ces survivances du passé, ces survivances des classes et qui doit aussi exercer la contrainte. Contrainte qui s'applique premièrement à restreindre et limiter « le droit bourgeois » mais aussi à faire respecter ses limites, à les protéger tant que les conditions de l'extinction de classes, du droit, de l'Etat, ne sont pas réunies. Lénine notait :

« Dans sa première phase, à son premier degré, le communisme ne peut pas encore au point de vue économique, être complètement mûr, complètement affranchi des traditions ou des vestiges au capitalisme. De là ce phénomène intéressant qu'est le maintien de « l'horizon borné du droit bourgeois » en régime communiste, dans la première phase de celui-ci. Certes, le droit bourgeois, en ce qui concerne la répartition des objets de consommation, suppose nécessairement un Etat bourgeois, car le droit n'est rien sans un appareil capable de contraindre à l'observation de ses normes. Il s'ensuit qu'en régime communiste subsistent pendant un certain temps, non seulement le droit bourgeois, mais aussi l'Etat bourgeois - sans bourgeoisie ! »²¹.

Cela ne veut évidemment pas dire qu'il n'y a guère de différence entre socialisme et capitalisme, Etat bourgeois et Etat socialiste. Les différences sont immenses. Pendant la Révolution Culturelle en Chine sont apparues à certains moments des formulations « gauchistes » comme quoi le « droit bourgeois » est un terrain sur lequel renaît inéluctablement le capitalisme lui-même²². Ou encore que l'Etat socialiste est un Etat bourgeois²³.

Cela est faux. Les rapports de production sous le socialisme, le « droit bourgeois » qui leur correspond en ce qui concerne les inégalités maintenues, sont un terrain sur lequel renaît une bourgeoisie. C'est-à-dire des gens qui ont tendance à suivre la voie de retour au capitalisme, à développer des idées bourgeoises.

Mais sous le socialisme ces gens-là ne peuvent reformer encore une classe capitaliste ; ce sont des bourgeois sans capitaux, des bourgeois que le prolétariat empêche de se constituer en classe organisée, dont il interdit les journaux, les partis, etc. Des bourgeois qui aspirent à redevenir bourgeois à part entière exploitant d'autres hommes, mais cela le prolétariat le leur interdit.

Ainsi, lorsque Lénine parle « d'Etat bourgeois sans bourgeoisie » il traduit dans cette formule la thèse scientifique suivante : tout Etat organise la domination d'une classe sur une autre. On ne peut pas parler de liberté totale, d'égalité, tant qu'il y a un Etat. Le but des prolétaires est de réaliser la suppression des classes et de l'Etat. L'Etat, tant qu'il existe, manifeste que le monde nouveau n'est pas encore entièrement créé, que subsistent encore dans une certaine mesure les vieux rapports sociaux, la division du travail, les inégalités léguées par le capitalisme, traces de l'ancienne société. En ce sens (et en ce sens seulement) on peut dire que tout Etat est bourgeois : c'est-à-dire en ce qu'il manifeste la survivance des classes et de l'ancien ordre social bourgeois.

²¹ Lénine – « L'Etat et la Révolution »

²² Pékin Information – N°45-1975 p30

²³ Pékin Information – N°46-1975 p18

Mais cela ne veut nullement dire bien sûr que l'Etat socialiste est bourgeois au sens qu'il traduirait la domination de la classe bourgeoise. Bien au contraire, l'Etat socialiste c'est l'utilisation au profit du prolétariat d'un instrument qu'il utilise provisoirement contre la bourgeoisie, pour assurer sa défaite définitive. Cela est le B.A. BA de la science révolutionnaire que se refuse à comprendre l'anarchiste et le petit-bourgeois.

Il reste donc que le « droit bourgeois » tolère que la bourgeoisie « respire » sous le socialisme. Elle ne peut se renforcer que si elle l'élargit. Son but est d'augmenter son influence idéologique et culturelle. Développer les idées bourgeoises du profit au poste de commande, des primes, du gain, de l'arrivisme. Corrompre avec ces idées le maximum de cadres afin de constituer une force qui puisse reprendre le pouvoir dans l'Etat et le Parti. Et, le pouvoir conquis, puisse rétablir le capitalisme : nous reviendrons sur ce point.

Elargir ou restreindre le droit bourgeois, nourrir ou étouffer les pousses de la bourgeoisie renaissante, tel est le terrain le plus immédiat, sous le socialisme, de la lutte des classes.

Plus encore, le prolétariat doit non seulement étouffer la bourgeoisie renaissante, mais aussi travailler à lui couper les racines, supprimer la base matérielle qui la nourrit. « *Créer les conditions dans lesquelles la bourgeoisie ne puisse ni exister ni se reformer à nouveau*²⁴ » : voilà la tâche essentielle du prolétariat, l'enjeu de sa lutte de classe. Il faut donc examiner maintenant comment mener cette la bourgeoisie jusqu'au bout.

²⁴ Lénine – « Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets »

5

La lutte des classes, axe de la transition au communisme

5.1 La bourgeoisie lutte pour élargir le « droit bourgeois » et conquérir la superstructure

Comme nous venons de le voir une nouvelle bourgeoisie peut se former sur la base des rapports sociaux existant sous le socialisme et qui expriment l'unité contradictoire du communisme naissant sur le fumier du capitalisme. Cette nouvelle bourgeoisie peut s'unir avec les anciens exploités et les couches supérieures de la petite bourgeoisie pour reprendre le pouvoir.

Pour cela il lui faut briser la dictature du prolétariat, briser le corset de fer qui l'entoure et l'empêche de naître, saper ses bases d'existence. Toute la question est là : le prolétariat étouffera-t-il la bourgeoisie jusqu'à qu'il ait pu créer toutes les conditions pour qu'elle n'existe plus, ou bien la bourgeoisie réussira-t-elle à reprendre son souffle, consolider ses positions et les élargir pour reprendre le pouvoir.

Comment la bourgeoisie peut-elle parvenir à ses fins ?

Eh bien, d'abord rétablir son hégémonie dans toute la superstructure. Développer les idées bourgeoises dans l'enseignement, l'art, la culture. Exalter le culte de l'élite, flatter les cadres, mépriser les masses, prétendre qu'il faut renforcer les inégalités, accorder privilèges et faveurs démesurées aux « spécialistes », aux « experts », sous prétexte d'efficacité économique, remettre le profit au poste de commande, développer les primes, prétendre que la classe ouvrière doit se consacrer seulement à la production et non à la politique et à la direction des affaires, par le biais d'examens particuliers réserver l'accès de l'université aux fils de cadres, fonctionnaires et autres couches supérieures. Bref, par mille mesures de cette sorte, éloigner la classe ouvrière du pouvoir, renforcer la « distance » entre l'Etat et les masses, réserver le pouvoir à une couche « d'experts » qui, coupés des masses, se transforment rapidement en une nouvelle classe de nouveaux bourgeois. Etouffer la lutte politique, la lutte de classe, pour prôner l'unité, la lutte pour la production et le progrès étant présentée comme une lutte « technique » : aux ouvriers de trimer, aux experts et aux cadres de diriger. Tout cela s'accompagnant de l'abandon du principe de « compter sur ses propres forces » et de l'appel aux crédits et capitaux impérialistes afin de renforcer, par ce moyen, le poids de la bourgeoisie internationale dans le pays. Enfin, dans le même temps, lutter pour faire dégénérer le Parti et l'Etat du prolétariat en « parti du peuple tout entier » et « état du peuple tout entier » afin de désarmer la classe ouvrière dans sa lutte contre la bourgeoisie.

Nous verrons le processus de restauration du capitalisme dans un pays socialiste en étudiant les exemples de l'URSS et de la Chine. Ce qu'il est nécessaire de comprendre ici c'est que la bourgeoisie sous le socialisme doit d'abord développer une ligne politique d'élargissement du droit bourgeois, rallier sur cette base les cadres corrompus au sein du Parti et de l'Etat. Développer les idées bourgeoises, reconquérir la superstructure : c'est dans le domaine des idées, de la politique, au sein des appareils culturels et idéologiques, au sein des organismes d'Etat et du Parti que la bourgeoisie va tenter de se réorganiser. Son but immédiat est de constituer dans toute la superstructure un puissant courant révisionniste. C'est-à-dire un courant qui, tout en avançant masqué derrière la phrase marxiste, développe un programme politique qui permette à la bourgeoisie de reprendre le pouvoir dans le Parti, tout en jurant fidélité au socialisme.

Les forteresses se prennent de l'intérieur. Ce n'est qu'après avoir pu s'infiltrer, sous couvert du langage marxiste, dans le Parti que la bourgeoisie peut en prendre la tête. Et à partir de là conquérir le pouvoir d'Etat. Et ce n'est qu'après avoir pris le pouvoir dans toute la superstructure que la bourgeoisie peut vraiment bouleverser l'infrastructure économique et y rétablir ouvertement le capitalisme.

Comment le prolétariat peut-il utiliser la dictature qu'il exerce pour empêcher la restauration du capitalisme : telle est la question qu'il faut envisager.

5.2 Réduire les inégalités ; renforcer le pouvoir du prolétariat dans la superstructure

La dictature du prolétariat doit tout d'abord mener une lutte révolutionnaire ininterrompue pour limiter et réduire les différences de classes, les inégalités, le droit bourgeois. Cela dans tous les domaines.

Marx a écrit : « *En détruisant les conditions existantes d'oppression par la remise de tous les moyens de travail au producteur, et en obligeant de cette manière chaque individu physiquement susceptible de le faire à travailler pour subvenir à son existence, nous supprimons l'unique base de la domination et de l'oppression de classe. Mais avant qu'un tel changement puisse être effectué, une dictature du prolétariat devient nécessaire, dont la première condition est une armée prolétarienne* »²⁵.

En effet, l'exploitation et l'oppression de classe sont fondées sur la propriété privée des moyens de production. Faire passer cette propriété aux mains du peuple travailleur est la condition pour supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme. Cela est la première tâche de la révolution prolétarienne victorieuse. Alors tout homme doit travailler. Personne ne peut plus vivre de l'exploitation du travail d'autrui. Chacun ne reçoit qu'en fonction du travail qu'il a effectué.

Ainsi, si le principe socialiste « à chacun selon son travail » n'est pas encore, comme nous l'avons vu, la stricte égalité, il est néanmoins un principe extraordinairement nouveau et progressiste, un principe qui sert et avantage le peuple tout entier et non les anciens exploités.

La dictature du prolétariat doit ensuite mener une lutte constante pour renforcer la propriété socialiste. Ceci afin de rendre dominante - puis plus tard exclusive - la propriété du peuple tout entier (par l'intermédiaire de la propriété d'Etat). La propriété sous forme coopérative (propriété collective) est une voie de passage entre propriété individuelle et propriété sociale : elle a un caractère transitoire. Le passage des formes de propriété inférieures (coopératives, communes, etc.) se fait graduellement. Notamment à la campagne (les grandes industries sont, elles, nationalisées immédiatement, ainsi que le système bancaire, le commerce extérieur, etc.). Pour pouvoir passer de la petite production à la grande, les conditions économiques (mécanisation en particulier) doivent être réunies. Et sur cette base, les masses peuvent être persuadées, à l'aide de leur propre expérience, des avantages d'une collectivisation de plus en plus poussée. A condition que le Parti les guide fermement et organise la lutte contre ceux qui veulent maintenir les formes intermédiaires, l'inégalité, le droit au commerce libre et à l'enrichissement de petits groupes. Ceci en s'appuyant sur l'idéologie bourgeois du petit producteur : chacun pour soi, tant mieux si je peux profiter de ma situation, l'individualisme et l'égoïsme, l'âpreté au gain comme principe directeur.

La dictature du prolétariat, à ses débuts, applique comme critère fondamental de répartition le principe à chacun selon son travail. Cela barre la route à l'exploitation, oblige à chacun à produire un travail utile à la société, empêche la spéculation et le parasitisme. Mais la lutte continue sur ce terrain, implacable, entre la bourgeoisie et le prolétariat.

²⁵ Karl Marx – « Discours prononcé à l'occasion du 7^{ème} anniversaire de l'internationale »

Comme nous l'avons vu, la bourgeoisie peut subsister et renaître sur ce terrain. Mais elle ne peut pas grandir et se développer. Alors elle cherche à accroître les différences et inégalités subsistantes au lieu de les restreindre. Elle fait l'apologie des cadres et ingénieurs pour augmenter démesurément leurs salaires. L'apologie des primes, des « stimulants matériels », de l'accroissement à tout prix des bénéfices immédiats et de l'appropriation de ces bénéfices par quelques-uns. L'apologie de la production marchande, du commerce « libre », de la monnaie comme critère en toute chose. De même, sous prétexte « d'efficacité », la bourgeoisie cherche à aggraver les différences entre villes et campagnes, manuels et intellectuels, ouvriers et paysans. Par exemple par la « sélection » n'ouvrir l'université qu'aux enfants des cadres, laisser à l'abandon les campagnes pour concentrer le développement dans les villes, conserver la culture et les arts aux mains d'intellectuels coupés de la production, etc.

Le prolétariat doit diriger la lutte d'une main de fer pour aller à l'encontre de ses tendances qui peuvent trouver écho dans les masses petites bourgeoises et même ouvrières compte tenu de la force de l'habitude, de la pénétration des idées anciennes.

Il réduit sans cesse l'écart des rémunérations et tend progressivement à leur égalité afin d'éviter l'embourgeoisement de certaines couches. Il contrôle étroitement tout le système financier et commercial, et organise une politique d'achat et de vente centralisée, fonction du Plan et des besoins sociaux et non fonction des lois du profit. Il apporte un soutien actif à l'agriculture par l'industrie. Il organise la participation active des cadres au travail directement productif. Et inversement organise la participation des ouvriers et autres travailleurs aux tâches de gestion et de direction. Il mène la révolution prolétarienne jusque dans les secteurs de l'enseignement, de l'art, de la culture qui doivent être dirigés par le prolétariat, au service du peuple et de ses besoins. C'est la grande leçon de la Révolution Culturelle Prolétarienne en Chine qui se fixait pour but de mobiliser les masses sous la direction du quartier général prolétarien de Mao Tsé-toung de chasser la bourgeoisie de la superstructure, de révolutionnariser l'art, l'enseignement, la culture, l'appareil d'Etat et même le Parti afin de renforcer partout l'hégémonie des idées et de la politique du prolétariat.

Dans cette lutte, et particulièrement dans la lutte contre la bureaucratisation des cadres et leur embourgeoisement possible, une place particulière doit être accordée, comme nous le verrons, à la participation des masses. Que se réduisent constamment et progressivement les écarts entre cadres, dirigeants, intellectuels, d'une part et travailleurs de l'autre. Que les masses prennent toujours plus elles-mêmes en main les affaires de l'Etat, la gestion, l'organisation, le contrôle : telle est la direction à prendre.

Il résulte de tout cela que, sous la dictature du prolétariat, la lutte de classe, loin de s'atténuer s'accroît. L'enjeu précis en est le pouvoir d'Etat. Sans le pouvoir d'Etat la bourgeoisie ne peut se redéployer en nouvelle classe capitaliste. Dans cette lutte, le Parti éduque, organise, dirige la classe ouvrière et ses alliés. Mettant la politique au poste de commande, il combat pour réduire toutes les différences de classe. Il combat pour développer l'idéologie prolétarienne contre l'idéologie bourgeoise. Tout libéralisme doit être exclu vis à vis des idées rattachées au sentiment de la propriété privée, la soif du gain, les privilèges, les coutumes rétrogrades, les préjugés religieux, etc. Cette lutte doit rapprocher sans cesse le pouvoir du peuple lui-même et combattre tout bureaucratisme.

En ce sens la dictature du prolétariat s'appuie sur une Constitution, des lois et règlements, un « droit ». Ce droit manifeste certes l'existence des survivances ou passé bourgeois et capitaliste : la division sociale du travail, les inégalités, etc. C'est pourquoi on peut l'appeler « droit bourgeois ». Au sens non pas que c'est la bourgeoisie qui domine, mais que le prolétariat n'a pas encore vaincu définitivement la bourgeoisie et qu'il tolère, tout en les limitant et réduisant sans cesse certaines inégalités. Le droit est en effet toujours au service d'une politique, d'une classe. Et sous la dictature du prolétariat, l'aspect principal du droit est que le prolétariat utilise les lois, règlements, etc. comme un moyen de réaliser sa politique un moyen de vaincre la bourgeoisie, d'assurer l'hégémonie grandissante du prolétariat dans tous les domaines. Ce droit sous le socialisme favorise systématiquement l'organisation des masses contre la

bourgeoisie. C'est un droit qui interdit au contraire à la bourgeoisie de s'organiser, l'exclut des soviets, lui retire les journaux et moyens de propagande, sape son influence²⁶.

Néanmoins, la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie ne se limite pas à la superstructure. Cette bourgeoisie se réforme, nous l'avons vu, sur la base des rapports sociaux inégaux issus du capitalisme. Ces rapports sociaux sont eux-mêmes déterminés par le niveau de développement des forces productives. On ne peut les transformer sans aussi développer les forces productives. Développer les forces productives afin de modifier les rapports sociaux qui en sont issus, c'est aussi une tâche essentielle de la dictature du prolétariat qu'il nous faut examiner maintenant (cf. annexe sur rapports de production et forces productives).

5.3 Développer les forces productives, nécessité pour changer les rapports de production et supprimer les bases matérielles de l'existence des classes

On sait que les hommes pour produire « *entrent en relations les uns avec les autres, et ce n'est que dans les limites de ces relations et de ces rapports sociaux que s'établit leur action sur la nature : la production* »²⁷.

Ce qu'on appelle forces productives (les hommes, les instruments de production, les matières premières) exprime les rapports de l'homme avec la nature. Les hommes en sont le facteur essentiel : seuls ils peuvent fabriquer, utiliser, perfectionner les moyens de production. Pour produire ils entrent en relations, établissent entre eux certains rapports. Ces rapports comprennent : le système de propriété, la place de chacun dans la production, la répartition des produits. Le système de propriété est déterminant. Par exemple, les capitalistes, possèdent les moyens de production, ce qui entraîne des rapports d'exploiteurs à exploités dans le travail, la division du travail, la richesse pour les uns et la pauvreté pour ceux qui triment.

Ces rapports de production ne sont pas immobiles mais « *changent et se transforment avec la modification et le développement des moyens de production matériels : les forces de production* »²⁸. Ils ne sont pas les mêmes à l'époque de l'agriculture primitive qu'à celle de la grande industrie. Ainsi, c'est la mécanisation, le charbon et la machine à vapeur qui ont entraîné un immense développement du prolétariat moderne, des villes, de la division sociale actuelle du travail, etc.

Engels disait dans l'Anti-Dühring :

« *Tant que le travail humain était encore si peu productif qu'il ne fournissait que peu d'excédent au-delà des moyens de subsistance nécessaires, l'accroissement des forces productives, l'extension du trafic, le développement de l'Etat et du droit, la fondation de l'art et de la science n'étaient possibles que grâce à une division renforcée du travail, qui devait forcément avoir pour fondement la grande division du travail entre les masses pourvoyant au travail manuel simple et les quelques privilégiés adonnés à la direction du travail, au commerce, aux affaires de l'Etat, et plus tard aux occupations artistiques et scientifiques. La forme la plus simple, la plus naturelle, de cette division du travail était précisément l'esclavage* ».

C'est bien, comme le disait Marx, « *l'asservissante subordination des individus à la division du travail* » qui entraîne l'opposition entre travail manuel et intellectuel, « *l'une des principales sources de l'inégalité sociale contemporaine* ». Et, ajoute Lénine, cette source « *la seule socialisation des moyens de production, la seule expropriation des capitalistes, ne peut en aucune façon la tarir d'emblée* »²⁹.

²⁶ On peut ici se référer utilement à la Constitution Albanaise dont la signification prolétarienne a été expliquée dans Albanie Aujourd'hui N°2 (mars-avril 1976)

²⁷ Lénine – Œuvres Choisies (Moscou) TIII, p321

²⁸ Karl Marx – « Travail salarié et capital »

²⁹ Lénine – « L'Etat et la Révolution »

Certes, l'expropriation entraîne déjà un changement radical des rapports de production lorsqu'elle remet effectivement la propriété aux mains de la collectivité, du peuple, de l'Etat. L'égalité de tous devant le travail entraîne l'établissement de rapports d'entraide et de coopération au lieu de la concurrence pour le profit. La répartition des produits s'effectue alors selon le travail fourni et même déjà pour une part en fonction des besoins de chacun. La révolution dans l'enseignement et dans la culture, la rotation des cadres et leur participation au travail directement productif, l'établissement d'industries à la campagne, le Plan et le contrôle des échanges, etc. constituent toutes sortes de mesures révolutionnaires qui diminuent grandement les différences et créent les conditions pour la liquidation totale du morcellement de l'ancienne division du travail.

Mais cela ne suffit pas. Il faut aussi l'accroissement considérable des forces productives. Cet accroissement est rendu possible par ce premier bouleversement des rapports sociaux engendré par la révolution. Bouleversement qui permet de libérer toute l'énergie créatrice des travailleurs, supprime le gâchis l'anarchie de la production capitaliste, les crises, le chômage. Permet l'élévation considérable de l'initiative de tous. L'accès de tous aux connaissances, sciences et techniques appropriés autrefois par quelques spécialistes.

Mais cet accroissement ne sera que progressif et ce n'est donc que progressivement que pourra être supprimée la division sociale du travail. Prenons des exemples :

a) Peut-on « convaincre » le petit producteur d'adhérer tout à fait pleinement au communisme. Certainement pas en général. Pour cela la lutte idéologique ne suffit pas. Tant que le petit producteur existe, tant qu'existe le marché, la propriété privée (ou coopérative), donc la possibilité de s'enrichir, il voudra « empocher à son tour », obtenir un revenu plus gros. D'une façon générale, la petite bourgeoisie ne peut pas être gagnée au communisme uniquement par « conviction ». Sa situation dans les rapports de production encore imparfaits du socialisme l'amènera forcément à développer à telle ou telle occasion des idées individualistes. En fait, pour supprimer la différence entre le petit bourgeois et le prolétaire, il faut supprimer la situation matérielle même du petit bourgeois. La petite bourgeoisie s'intègre à la construction du socialisme non en tant que petite bourgeoisie, mais dans la mesure où elle se transforme dans le sens de sa pleine participation au travail directement productif. Et c'est le progrès des forces productives qui permet, par exemple, le passage du paysan individuel au groupe coopératif, puis du groupe coopératif à la ferme d'Etat, elle-même s'intégrant au sein d'une Commune, vaste complexe agro-industriel permettant de supprimer les divisions ville-campagne, paysans-ouvriers.

b) De la même façon on ne peut pas lutter contre la bureaucratisation et toutes les conséquences néfastes de la coupure cadres/peuple, manuel/intellectuel, uniquement par la lutte idéologique et le contrôle ouvrier. Il faut aller vers la suppression de ces différences afin que jamais ne puisse renaître une nouvelle bourgeoisie. Supprimer ces différences veut dire que tous puissent s'occuper effectivement des affaires de l'Etat, qu'il n'y ait plus de « spécialistes » de l'administration des hommes. Et cela exige du temps pour s'y consacrer (et élever ses connaissances au niveau nécessaire). Cela exige donc que l'homme soit en bonne partie libéré de sa subordination à la nature, de travailler dur uniquement pour avoir le nécessaire. Engels, dans l'Anti-Dühring, formule cela ainsi :

« Seul l'énorme accroissement des forces productives atteint par la grande industrie permet de répartir le travail sur tous les membres de la société sans exception, et par là, de limiter le temps de travail de chacun, de façon qu'il reste à tous suffisamment de temps libre pour prendre part aux affaires générales de la société - théoriques autant que pratiques ».

c) Le passage du socialisme au communisme se caractérise en ce domaine par le passage du travail astreignant (accompagné du principe de répartition inégal : à chacun selon son travail) au travail libre et volontaire (accompagné du principe de répartition égal : à chacun selon ses besoins).

Et ce n'est que le règne de l'abondance qui permettra de supprimer les rapports sociaux inégaux en offrant à chacun la possibilité d'épanouir ses capacités librement et non plus en fonction d'une division du

travail déterminée par les nécessités de la production. Le règne de l'abondance permettra de réaliser le principe : « *de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins* » et de supprimer l'Etat. C'est-à-dire « *Quand les hommes seront si bien habitués à respecter les règles fondamentales de la vie en société, et que leur travail sera devenu si productif qu'ils travailleront volontairement selon leurs capacités.* » *L'horizon borné du droit bourgeois* » qui oblige à calculer avec l'âpreté d'un Shylock : *n'aurais-je pas travaillé une demi-heure de plus que le voisin ; n'aurais-je pas touché un salaire inférieur au sien ? Cet horizon borné sera alors dépassé. La répartition des produits n'exigera plus alors le rationnement par la société des produits délivrés à chacun ; chacun puisera librement « selon ses besoins »* »³⁰.

Alors ce sera le communisme. Un régime dans lequel les hommes ont pris l'habitude de travailler librement, où le travail est « devenu le premier besoin vital de l'homme », selon la formule de Marx. Sans qu'il soit nécessaire de recourir à un appareil spécial de coercition, l'Etat. Et où le travail non rémunéré est devenu un phénomène ordinaire.

Dans la société socialiste, le travail n'est plus pour le profit de quelques exploités. Mais pour la société. Mais il requiert encore cependant des normes, reste un gagne-pain. Il doit être contrôlé. Cela suppose un salaire et même une certaine part de « stimulant matériel » Pourtant tout de suite y apparaissent des éléments communistes. Comme ces fameux « samedis communistes » que louait Lénine dans « La Grande Initiative ». C'était en 1919 lorsque des cheminots prirent l'initiative de fournir 6 heures de travail sans rétribution pour aider la révolution. « *Travail exécuté pour les besoins de la nation toute entière, organisé à une large échelle et sans rémunération* » et, ajoutait Lénine, « *Si dans le régime actuel de la Russie il y a quelque chose de communiste, ce ne sont que les Samedi communistes, le reste n'étant que la lutte contre le capitalisme pour consolider le socialisme d'où devra naître après sa victoire totale ce communisme que nous observons dans les samedis communistes, non pas tiré des livres, mais dans la réalité vivante* »³¹.

On voit donc que les tâches sont complexes tout le long de la période de transition. Elles sont ainsi résumées par Mao : « *Faire la révolution et promouvoir la production* ». Ce qui exprime justement les rapports entre révolution et production, superstructure et infrastructure, rapports de production et forces productives. Et cela exige que le prolétariat, seule classe révolutionnaire jusqu'au bout, organise et dirige la lutte d'une main de fer. Cela exige la dictature du prolétariat comme seul moyen de mener à son terme la lutte de classe.

Comme nous l'avons vu, la bourgeoisie vaincue peut renaître sous le socialisme. Mais elle n'a d'autre moyen de se transformer en classe capitaliste que si elle prend le pouvoir d'abord dans la superstructure. C'est-à-dire si elle élargit le « droit bourgeois » développe l'idéologie bourgeoise et introduit une ligne politique révisionniste. Si, sur cette base, elle arrive à propulser ses représentants jusqu'à la tête du Parti et de l'Etat, alors elle peut prendre les mesures qui modifieront l'infrastructure et lui permettront de restaurer le capitalisme. Mais cette restauration ne peut avoir lieu que si la bourgeoisie reprend le pouvoir à la tête de l'Etat.

C'est pourquoi nous devons toujours tracer une nette ligne de démarcation entre socialisme et capitalisme. Distinguer les erreurs commises par le Parti sous le socialisme de la restauration du capitalisme lui-même. Les erreurs commises par le Parti, et notamment ses dirigeants, favorisent le renforcement de la bourgeoisie. Mais ce renforcement n'est pas encore le capitalisme. C'est-à-dire n'est pas encore la restauration des lois du profit, de l'exploitation de l'homme par l'homme, de l'accumulation capitaliste. L'histoire montre que ce n'est qu'après avoir usurpé le pouvoir que des individus comme Khrouchtchev et Teng Siao-ping ont pu prendre une série de mesures visant systématiquement à écraser

³⁰ Lénine – « L'Etat et la Révolution » Marx dit aussi : « *le droit ne peut jamais être plus élevé que l'état économique et que le degré de civilisation qui y correspond* ».

³¹ Lénine – « Rapport sur les samedis communistes »

le prolétariat et restaurer le capitalisme (nous en reparlons dans une autre brochure - voir par exemple à ce sujet le livre : « URSS et la dégénérescence » Editions E 100).

Le prolétariat, pour vaincre, doit donc exercer le plus parfaitement possible sa dictature. Pour cela disposer d'un Parti qui l'éclairé exactement dans cette tâche. Comprendre ce qu'est la dictature du prolétariat : voilà la conclusion qui s'impose et ce que nous devons expliquer maintenant

La dictature du prolétariat, moyen et instrument de la victoire dans la lutte pour le communisme

6.1 Pourquoi la dictature d'une seule classe : le prolétariat ?

Toute l'analyse de la période de transition du capitalisme au communisme montre la justesse de la formulation de Marx : « *Le socialisme est la déclaration permanente de la révolution, la dictature de classe du prolétariat, comme point de transition pour arriver à la suppression des différences de classe en général, à la suppression de tous les rapports de production sur lesquels elles reposent, à la suppression de toutes les relations sociales qui correspondent à ces rapports de production, au bouleversement de toutes les idées qui émanent de ces relations sociales* »³².

La prise du pouvoir par le prolétariat, l'expropriation des capitalistes et l'appropriation collective des moyens de production, l'instauration du principe socialiste « à chacun selon son travail », la création d'un nouvel ordre social au service du prolétariat et du peuple, d'un Etat entièrement nouveau qui permet la participation effective des masses à la gestion, le contrôle ouvrier réel, et qui est protégé par une armée prolétarienne, par les ouvriers en armes, bref toutes les mesures prises dès le jour de la victoire permettent de créer une situation tout à fait favorable à la victoire du communisme.

De ce fait l'Etat socialiste n'est pas voué à se retransformer en Etat capitaliste. « *Le socialisme de par sa nature ne constitue une source ni de libéralisme ni de bureaucratisme. Ces manifestations ne sont pas caractéristiques du socialisme* »³³.

Le socialisme crée au contraire toutes les conditions pour poursuivre la révolution jusqu'au communisme.

Mais il faut que la révolution continue. Il faut lutter contre les ennemis extérieurs qui ne manqueront pas de tout faire pour encercler et anéantir les pays socialistes (exemple : 14 nations envahissent la Russie soviétique en 1918 - 1920, ou encore organisation de l'agression de 1941 par les pays capitalistes, etc...). Ou pour fomenter une contre-révolution armée. Il faut lutter contre les ennemis intérieurs, contre la bourgeoisie renaissante, contre la contre-révolution révisionniste. Il faut éliminer toutes les différences de classe et éliminer tous les facteurs qui permettent à la bourgeoisie de se reformer à nouveau. Il faut aussi réaliser la révolution mondiale.

Bref, comme nous l'avons noté précédemment, la question du pouvoir, la question de l'Etat: tel est l'enjeu n°1 de la lutte des classes sous le socialisme. Que le prolétariat se trouve toujours fermement à la tête de l'Etat par l'intermédiaire de son Parti, telle doit être sa première préoccupation.

Sans révolution violente, il est impossible de substituer l'Etat prolétarien à l'Etat bourgeois. Cette révolution ne sera pas l'œuvre du seul prolétariat, mais d'une lutte de masse. Lutte qui ne sera victorieuse que si le prolétariat l'unit et la guide, afin de conquérir le pouvoir. C'est pourquoi le Manifeste du Parti

³² Karl Marx – « Les luttes de classe en France 1848-1850 »

³³ Albanie Aujourd'hui N°2-1978

Communiste de Marx-Engels assimile « *la première étape dans la révolution ouvrière* » à la « *constitution du prolétariat en classe dominante* ».

Le nouvel Etat naissant est un Etat au sens habituel en ce qu'il est l'organisation de la violence pour mater la classe bourgeoise. Il n'est déjà plus un Etat au sens propre du mot en ce qu'il est un Etat « *constitué de telle sorte qu'il commence immédiatement à s'éteindre* », un Etat qui n'est pas placé en dehors de la masse mais déjà commence à fusionner avec elle.

a) Tout d'abord la dictature du prolétariat est un instrument permettant au prolétariat de briser la bourgeoisie. « *La dictature est un pouvoir d'airain, d'une hardiesse révolutionnaire et expéditif, impitoyable quand il s'agit de mater les exploiters, aussi bien que les fauteurs de désordre* » dit Lénine qui la définit aussi comme « *un pouvoir qui s'appuie directement sur la violence et n'est lié par aucune loi* ». Chacun sait que l'échec de la Commune, première dictature du prolétariat en 1871, tient en particulier en ce qu'elle n'a pas maté et brisé la bourgeoisie avec la plus grande résolution. En ce que, après avoir brisé l'Etat bourgeois à Paris elle n'a pas utilisé davantage et résolument le pouvoir révolutionnaire de l'Etat prolétarien naissant, a hésité à organiser le prolétariat comme seule classe dominante et s'est laissée dominée par les hésitations de la petite bourgeoisie. Et toute l'histoire enseigne qu'une classe ne peut en renverser une autre sans instaurer sa propre dictature.

b) Donc dictature de fer contre les exploiters et les bourgeois. Mais cela n'est pas tout. Cela ne suffit pas. Bien des opportunistes admettent que la dictature soit nécessaire pour briser les exploiters. Mais ils n'en voient pas la nécessité à l'égard de la petite bourgeoisie, et de la nouvelle bourgeoisie renaissante. Pour eux, il suffit d'exproprier les capitalistes, et ensuite la dictature du prolétariat serait celle de « l'Etat du peuple tout entier ». Ensuite il n'y aurait plus qu'une progression pacifique de l'ensemble du « peuple » vers le communisme. Il n'y aurait pas besoin de dictature d'une seule classe. Car régnerait alors « la démocratie pure », la liberté et les problèmes pourraient se régler par simple discussion au sein des masses. Peut-il y avoir liberté en général tant que subsistent les classes ? Bien sûr que non. Tant que subsistent les classes, l'une doit chercher à dominer et briser l'autre. Si le prolétariat a un Etat, c'est pour briser la bourgeoisie et non prôner la liberté en général. Il n'y a pas liberté tant que subsiste l'écrasement de l'ouvrier par le travail divisé et aliéné. Parler de démocratie pure ce ne sont là que rêveries de petits bourgeois, tromperies de révisionnistes, à propos de l'entente des classes qui se réaliserait par le biais de la soumission pacifique et courtoise de la minorité à la majorité. Ces gens veulent absolument transformer la dictature du prolétariat en une sorte de parlementarisme bourgeois : que chacun tente de faire triompher librement ses idées pourvu que subsistent celles de la bourgeoisie, pourvu que la force des vieilles habitudes qui pèsent depuis des siècles sur les masses et ne sont pas encore extirpées continue de l'emporter. Ces gens veulent substituer « la libre discussion » et le respect du prochain à la lutte de classes.

Bien au contraire, la dictature du prolétariat est précisément indispensable à l'égard de la petite bourgeoisie et pour la rallier progressivement au prolétariat et au socialisme. Lénine indique que le prolétariat a besoin du pouvoir d'Etat, Etat qu'il doit être seul à diriger, « *aussi bien pour réprimer la résistance des exploiters que pour diriger la grande masse de la population - paysannerie, petite bourgeoisie, semi-prolétaires - dans la « mise en place » de l'économie socialiste* »³⁴.

La petite bourgeoisie ne croit pas fermement que seule la révolution socialiste peut l'émanciper elle aussi de l'oppression capitaliste. Elle s'accroche au capitalisme à qui elle demande simplement de réduire ses « excès ». Et aussi elle met ses espoirs dans des rêves idéalistes comme : la religion, l'anarchie, le retour à la nature, etc. Ce n'est que si le prolétariat brise la bourgeoisie (que la petite bourgeoisie - elle - ménage toujours) qu'il peut, en l'expropriant, satisfaire les besoins les plus pressants des masses laborieuses et s'attirer aussi de cette façon la sympathie des non-ouvriers : les convaincre par l'expérience de la valeur de la voie révolutionnaire du prolétariat. Ensuite il lui faut continuer de lutter pour arracher la petite

³⁴ Lénine – « L'Etat et la Révolution »

bourgeoisie, qui reste hésitante, aux sirènes du révisionnisme et de la voie de restauration du capitalisme. Vaincue définitivement, la bourgeoisie nécessite de rallier complètement les masses au prolétariat. Pour cela non seulement lutter idéologiquement et politiquement, mais aussi les transformer en supprimant leurs bases d'existence (la petite production, le petit commerce, l'hypertrophie des secteurs administratifs et financiers, etc...). Cela est long et difficile. Lénine avait tout à fait pressenti cette difficulté dès 1920 :

« Supprimer les classes, ce n'est pas seulement chasser les propriétaires fonciers et les capitalistes, - ce qui nous a été relativement facile - c'est aussi supprimer les petits producteurs de marchandises ; or, ceux-ci on ne peut pas les chasser, on ne peut pas les écraser, il faut faire bon ménage avec eux. On peut (et on doit) les transformer, les rééduquer, - mais seulement par un travail d'organisation très long, très lent et très prudent. Ils entourent de tous côtés le prolétariat d'une ambiance petite-bourgeoise, ils l'en pénètrent, ils l'en corrompent, ils suscitent constamment au sein du prolétariat des récidives de défauts propres à la petite bourgeoisie : manque de caractère, dispersion, individualisme, passage de l'enthousiasme à l'abattement. Pour y résister, pour permettre au prolétariat d'exercer comme il se doit, avec succès et victorieusement, son rôle d'organisateur (qui est son rôle principal), le parti politique du prolétariat doit faire régner dans son sein une centralisation et une discipline rigoureuses. La dictature du prolétariat est une lutte opiniâtre, sanglante et non sanglante, violente et pacifique, militaire et économique, pédagogique et administrative, contre les forces et les traditions de la vieille société. La force de l'habitude chez les millions et les dizaines de millions d'hommes est la force la plus terrible. Sans un parti de fer, trempé dans la lutte, sans un parti jouissant de la confiance de tout ce qu'il y a d'honnête dans la classe en question, sans un parti sachant observer l'état d'esprit de la masse et influencer sur lui, il est impossible de soutenir cette lutte avec succès. Il est mille fois plus facile de vaincre la grande bourgeoisie centralisée que de « vaincre » les millions et les millions de petits patrons ; or, ceux-ci, par leur activité quotidienne, coutumière, invisible, insaisissable, dissolvante, réalisent les mêmes résultats qui sont nécessaires à la bourgeoisie, qui restaurent la bourgeoisie. Celui qui affaiblit tant soit peu la discipline de fer dans le parti du prolétariat (surtout pendant sa dictature), aide en réalité la bourgeoisie contre le prolétariat »³⁵.

Toute l'expérience historique des pays socialistes montre que les masses non prolétariennes continuent d'hésiter, d'osciller longtemps après la révolution entre le socialisme et le capitalisme. Nous avons vu les racines économiques de ces oscillations qui existent dans les traces du capitalisme (notamment la division du travail) qui subsistent encore dans la société socialiste. Cela fait que les problèmes ne peuvent pas simplement être résolus par le vote, par des préjugés et illusions sur « l'égalité » des classes substitués à la lutte des classes. « *Le prolétariat qui a conquis le pouvoir d'Etat ne cesse pas pour autant sa lutte des classes, il la continue sous d'autres formes et par d'autres moyens. La dictature du prolétariat est la lutte de classe du prolétariat menée à l'aide d'un instrument tel que le pouvoir d'Etat ; l'un des objectifs de cette lutte de classe est de montrer par une longue expérience, par une longue série d'exemples pratiques, aux couches laborieuses non prolétariennes qu'elles ont bien plus intérêt à se prononcer pour la dictature du prolétariat que pour celle de la bourgeoisie et qu'il n'existe pas de troisième solution* »³⁶.

La dictature du prolétariat est justement fondée sur l'utilisation par le prolétariat d'un nouvel appareil d'Etat qui lui permet de conquérir les masses laborieuses à ses côtés, de les arracher à la bourgeoisie. Que, ce faisant, permet la participation réelle des masses à l'exercice du pouvoir, une démocratie mille fois plus réelle que la plus démocratique des démocraties bourgeoises. Nous développerons cela après. Mais cette démocratie n'est justement possible que parce qu'existe la dictature du prolétariat, son armée ouvrière, son Parti communiste, et que la dictature du prolétariat empêche toute restauration de la bourgeoisie, dirige sans cesse le peuple dans le bon sens, l'éclaire sur ses ennemis, le transforme et le rééduque. Que cette lutte, cette transformation, cette éducation soit faite avec le peuple lui-même, par lui-même, qu'il en soit lui-même le moteur actif, cela est une excellente méthode, la seule bonne. Mais cela n'enlève rien à la nécessité de la direction en tout du prolétariat, à la nécessité qu'il garde et renforce

³⁵ Lénine – « La maladie infantile du Communisme »

³⁶ Lénine – « Les élections à l'assemblée constituante et la Dictature du Prolétariat »

dans tous les domaines de la vie sociale son hégémonie. Afin d'entraîner à sa suite les masses laborieuses. Ces masses la bourgeoisie les entraînaient derrière elle par la violence, la corruption, le mensonge, l'abêtissement, etc. Le prolétariat les entraînera à sa suite en obtenant leur adhésion et leur participation à la lutte contre la bourgeoisie. A chaque étape de la révolution se pose la question d'aller de l'avant vers le communisme ou de retourner en arrière vers le capitalisme (par exemple en Chine dans les années 50 : pour ou contre les Communes Populaires, ou dans les années 60 : pour ou contre la Révolution Culturelle, etc.). A chaque étape le prolétariat doit lutter pour entraîner les masses avec lui vers l'avant, vers la socialisation grandissante. Tandis que la bourgeoisie prétend que les conditions nécessitent de freiner la poursuite de la révolution, sachant bien que qui n'avance pas recule.

C'est une lutte à mort. Il n'y a pas à tergiverser et à vouloir accoupler de force les mots de démocratie et Etat à ceux de liberté et égalité. La démocratie, l'Etat, « *ce n'est pas pour la liberté, mais pour réprimer les adversaires* ». La démocratie, ce sont des règles particulières par lesquelles l'Etat assure l'exercice systématique de la domination d'une classe sur une autre. La caractéristique en ce domaine de l'Etat prolétarien est que la contrainte et la violence sont exercées sur la minorité (à l'inverse de l'Etat bourgeois dont la forme démocratique masque la violence et la contrainte de la minorité sur la majorité). Et ce n'est que lorsque l'Etat et la démocratie disparaîtront qu'il s'agira de liberté en général, pour tous.

Lorsque les révisionnistes du PCF, reconnaissant que la bourgeoisie ne renoncera pas facilement à ses privilèges disent que « *pour assurer le succès du socialisme, le problème n'est pas de priver de libertés la minorité réactionnaire, c'est d'en donner toujours plus aux travailleurs qui constituent la majorité de la nation* »; nous répondons qu'ils ne font que bavarder sur la liberté pour mieux cacher aux masses les conditions de la liberté. Conditions qui impliquent justement l'existence d'un Etat prolétarien dont le but est de supprimer la bourgeoisie et toutes les différences de classes et qui, pour cela, commencera par interdire à quiconque d'exploiter quiconque, par retirer aux capitalistes la liberté de corrompre le peuple, par leur retirer le droit d'abrutir les prolétaires par les conditions de vie et de travail, par la culture bourgeoise décadente, la publicité, la religion, etc. par les expulser de leurs logements somptueux pour les remettre au peuple, etc. etc. Tous ceux qui présentent la dictature du prolétariat comme simplement un Etat « libre », un Etat « du peuple tout entier », nient la lutte des classes et détournent le prolétariat de ses tâches révolutionnaires.

Il résulte évidemment de la nécessité de la dictature du prolétariat pendant toute la période de transition que le Parti communiste doit exister aussi et se renforcer pendant cette période. Le Parti communiste est la forme d'organisation suprême du prolétariat. C'est par l'intermédiaire de sa direction que le prolétariat peut exercer son rôle dirigeant. Nous verrons plus loin comment le Parti dirige la classe ouvrière. Mais il résulte déjà du fait que la dictature du prolétariat ne peut être que la dictature d'une seule classe que seul un parti peut diriger la dictature du prolétariat. Il ne peut exister d'autres partis dirigeants. Sans parti communiste, pas de dictature du prolétariat. Et c'est bien pourquoi dans tout pays socialiste, la bourgeoisie cherche avant tout à pénétrer le Parti de l'intérieur et à prendre le pouvoir à la tête du Parti.

Pour résumer on peut donc dire que le Parti communiste doit diriger le prolétariat afin que celui-ci s'organise en classe dominante. Cette domination ayant pour but³⁷ :

1. « *d'écraser les exploiteurs, défendre le pays, consolider les liens avec les prolétaires des autres pays, pour développer la révolution et la faire triompher dans tous les pays.*
2. « *détacher définitivement de la bourgeoisie les masses laborieuses et exploitées, pour consolider l'alliance du prolétariat avec ces masses, pour entraîner ces masses à l'édification du socialisme, pour assurer la direction de ces masses par le prolétariat au pouvoir.*
3. « *Organiser le socialisme, supprimer les classes, passer à la société sans classes, à la société socialiste* ».

³⁷ Staline – « Les questions du léninisme »

6.2 La dictature du prolétariat est une forme particulière d'alliance de classe

Dans la société socialiste coexistent un communisme embryonnaire et un capitalisme vaincu mais non encore éliminé. C'est donc une société caractérisée par une unité de contraires : le prolétariat et la bourgeoisie, la voie vers le communisme ou la voie vers le retour au capitalisme.

La lutte entre les deux est absolue. La contradiction antagonique entre le prolétariat et la bourgeoisie est la contradiction fondamentale du socialisme, celle qui détermine les autres contradictions et agit sur elles.

Cette contradiction antagonique ne doit pas être sous-estimée. Il ne peut être question de « coexistence pacifique » entre ennemis irréductibles. Elle ne doit pas être confondue non plus avec les contradictions non-antagoniques (ou encore « contradictions au sein du peuple »). Celles-ci sont des contradictions entre des forces sociales qui ont objectivement une base d'intérêts communs et qui peuvent s'associer dans l'accomplissement des tâches essentielles de l'étape considérée.

Par exemple, entre le prolétariat et les autres masses laborieuses à l'époque du socialisme, les contradictions ne sont pas antagoniques.

D'une façon générale, les contradictions non-antagoniques doivent être traitées démocratiquement, par la persuasion et non pas la contrainte. Mais une telle attitude n'implique pas le libéralisme de la part du prolétariat, la sous-estimation des contradictions entre lui et les masses laborieuses. Même au sein du peuple il s'agit d'une lutte de classe et non seulement de simples « nuances » d'opinion sans importance. Le prolétariat ne peut rester indifférent aux idées qui s'y propagent. C'est la contradiction antagonique entre bourgeoisie et prolétariat qui, sous le socialisme détermine les autres contradictions. Il n'y a pas de muraille de Chine entre les contradictions antagoniques et les contradictions au sein du peuple. Il faut :

- 1) Les distinguer soigneusement, car elles ne se résolvent pas de la même façon (nous y reviendrons plus loin).
- 2) Bien comprendre que les contradictions au sein du peuple sont aussi dans une certaine mesure le reflet des contradictions bourgeoisie/prolétariat. Les masses intermédiaires oscillent entre le prolétariat et la bourgeoisie. Les contradictions qui les opposent au prolétariat peuvent être surmontées par la discussion pour l'essentiel, car elles ont plus à gagner qu'à perdre avec le socialisme. Mais il ne s'agit pas d'une discussion de salon. Les idées erronées de la petite bourgeoisie reflètent l'influence en son sein de la bourgeoisie (influence qui s'appuie sur des facteurs objectifs de la situation de classe de la petite bourgeoisie). Il s'agit donc d'une lutte du prolétariat pour arracher la petite bourgeoisie à l'influence de la bourgeoisie et non d'une simple « coexistence pacifique ». Sans cette lutte (qui n'implique pas normalement la violence, la coercition, la petite bourgeoisie pourrait être gagnée aux idées bourgeoises - révisionnistes et s'opposer à la poursuite de la révolution. Ce serait une défaite pour le prolétariat et son Parti. Et dans ce cas, les contradictions deviendraient antagoniques, le prolétariat serait obligé de frapper durement, tout en étant dans une position d'isolement défavorable³⁸. C'est ainsi que les bolcheviks durent, par exemple, lutter féroce contre ceux des paysans qui refusaient de livrer le blé, spéculaient et affamaient les prolétaires des villes.

Sous le socialisme le prolétariat, classe dominante, doit réprimer les ennemis et quant aux éléments intermédiaires, sa tâche « *est de les diriger, de lutter pour exercer son influence sur eux. Entraîner les hésitants et les instables, voilà ce que doit faire le prolétariat* »³⁹.

Bien évidemment, les rapports entre les classes sont variables suivant les situations historiques. Ils varient au fur et à mesure que se développe la dictature du prolétariat. Les classes et couches qui sont amies ou

³⁸ Cf « Les contradictions dans la société socialiste » Albanie Aujourd'hui N°3-1977

³⁹ Lénine – « L'économie et la politique à l'époque de la Dictature du Prolétariat »

ennemies ne sont pas les mêmes à chaque étape. Aussi faire toujours une analyse de classe précise, déterminer à tout moment quelle classe combattre et quelle classe relayer est une tâche fondamentale du Parti. Lénine va jusqu'à dire que « *c'est dans cette délimitation que réside l'essentiel du socialisme* »⁴⁰. C'est seulement ainsi que l'ennemi pourra, à chaque étape, être localisé, isolé et vaincu.

Qui ralliera la petite bourgeoisie (nous ne parlons pas ici de toutes les différences concrètes et différenciations qui s'opèrent en son sein, mais en termes généraux) tel est un des enjeux de la lutte entre bourgeoisie et prolétariat sous le socialisme.

C'est pourquoi, élaborant ses thèses sur la dictature du prolétariat, Lénine écrit : « *La dictature du prolétariat, c'est l'aptitude, la disposition, la décision de rallier (à l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat) par des mesures révolutionnaires, par l'expropriation des exploités, la totalité des travailleurs et des exploités* »⁴¹.

Les masses laborieuses non prolétariennes ne sont pas capables de résoudre par elles-mêmes « ce problème politique extrêmement compliqué : être avec la classe ouvrière ou avec la bourgeoisie ». Leurs hésitations sont inévitables et dureront longtemps. Ce choix ne peut être tranché par un vote comme le pensent les démocrates petits-bourgeois. Ce choix ne peut être que le résultat d'une lutte de classe longue et difficile. Lutte de classe menée par le prolétariat, qui utilise pour cela un instrument tel que le pouvoir d'Etat qu'il a conquis. « *L'un des objectifs de cette lutte de classe est de montrer par une longue expérience, par une longue série d'expériences pratiques, aux couches laborieuses non prolétariennes qu'elles ont bien plus d'intérêt à se prononcer pour la dictature du prolétariat que pour celle de la bourgeoisie et qu'il n'existe pas de troisième solution* »⁴².

Cela n'a rien d'un processus tranquille où le prolétariat pourrait utiliser seulement la force de conviction d'arguments théoriques. Il faut au contraire que le prolétariat écrase la bourgeoisie et de telle sorte que, bon gré mal gré, les masses intermédiaires soient amenées à se placer de son côté plutôt que de rester au milieu du champ de bataille. La question à résoudre est : comment le prolétariat peut-il se servir de l'Etat « *pour exercer son influence sur les masses laborieuses non prolétariennes, pour les attirer aux côtés du prolétariat, pour les conquérir, pour les arracher à la bourgeoisie ?* »⁴³. Deux moyens essentiels :

1) Le prolétariat se sert de l'Etat pour conquérir les masses laborieuses « *par la satisfaction révolutionnaire de leurs besoins économiques les plus pressants, au prix de l'expropriation des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie* »⁴⁴.

2) « *Loin d'utiliser le vieil appareil du pouvoir d'Etat, il le met en pièces, le détruit de fond en comble... et il crée un nouvel appareil d'Etat. Ce nouvel appareil d'Etat est adapté à la DDP et à sa lutte contre la bourgeoisie pour conquérir les masses laborieuses non prolétariennes, ... c'est le pouvoir des Soviets* »⁴⁵. En remettant d'un coup tout le pouvoir aux Soviets des travailleurs exploités, « *Le prolétariat conquiert sur la bourgeoisie une masse énorme de ses partisans dans les partis petits-bourgeois et socialistes* ». Masse des travailleurs que trompaient ces partis et qui disposent, avec les Soviets, d'un instrument pour lutter pour leurs intérêts propres contre la bourgeoisie. Les soviets permettent aux masses laborieuses de participer directement à la lutte pour la satisfaction de leurs besoins, de faire l'expérience que la bourgeoisie s'y oppose.

Et cela n'est pas encore suffisant. La majorité des travailleurs voit ses besoins économiques satisfaits aux dépens des « riches ». Mais les masses restent et resteront encore longtemps hésitantes et, pour partie

⁴⁰ Lénine – « L'économie et la politique à l'époque de la Dictature du Prolétariat »

⁴¹ Lénine – « Projet de réponse du Parti Communiste de Russie à la lettre du Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne » (1920)

⁴² Lénine – « Les élections à l'Assemblée Constituante et la Dictature du Prolétariat »

⁴³ idem

⁴⁴ idem

⁴⁵ idem

susceptibles de subir l'influence de la bourgeoisie. Mais le prolétariat est en bonne position pour vaincre ces hésitations, car elles ont pris conscience que le prolétariat faisait ce qu'il disait. Que le prolétariat a supprimé l'exploitation capitaliste. Qu'il édifie de nouveaux rapports sociaux supérieurs, une vie nouvelle. En accomplissant la révolution, le prolétariat gagne la sympathie des masses laborieuses. Il peut les entraîner à sa suite contre la bourgeoisie. Rallier les masses intermédiaires signifie que le prolétariat les guide dans la lutte de classe contre la bourgeoisie. Lutte de classe pour continuer la révolution de façon ininterrompue et par étape. Etape par étape le prolétariat éclaire les masses sur le choix entre la voie communiste et la voie de restauration du capitalisme. Etape par étape les masses se rendent compte par l'expérience de la justesse et des bienfaits de la voie communiste, la soutiennent, participent elle-même à sa réalisation. Par exemple, contre les paysans riches et les propriétaires fonciers, les petits paysans réalisent la coopération, puis la transformation de la propriété collective en propriété du peuple tout entier. Ou encore les masses luttant pour limiter la division sociale du travail par la participation de tous à la production, la participation des ouvriers à la gestion et à la direction. De même en ce qui concerne l'art, la culture, l'enseignement, la réduction de l'appareil bureaucratique d'Etat, le peuple lutte pour que tous ces domaines soient organisés en fonction de ses besoins; arrachés à la bourgeoisie.

Là ne s'arrête pas encore les tâches de la dictature du prolétariat. Le prolétariat doit encore se servir du pouvoir d'Etat pour développer les forces productives et promouvoir la production. Ce n'est en effet que si les forces productives sont très développées que pourra être supprimée progressivement la petite-bourgeoisie. Que tous seront des travailleurs au service du peuple tout entier et non de sa petite propriété ou de sa petite collectivité. Que tous les travailleurs auront assez de temps libre pour s'éduquer largement, gérer eux-mêmes toutes les affaires de l'Etat. Ce qui, du même coup, supprimera les spécialistes de la gestion, de la culture, etc. et permettra que tous participent pleinement au travail productif socialisé. Ainsi seront supprimées les bases d'existence de la petite bourgeoisie, et s'unifieront les conditions d'existence de tous, vers la suppression des classes.

Ainsi, prenant le pouvoir d'Etat, le prolétariat s'en sert pour rallier toutes les masses laborieuses. Par l'expropriation des capitalistes et propriétaires fonciers, l'organisation planifiée de l'économie, le développement des forces productives, la suppression de la machine d'Etat bureaucratique et oppressive de la bourgeoisie, la révolution ininterrompue et par étapes dans tous les domaines. Sur ces bases le prolétariat gagne toujours plus la sympathie et le soutien des larges masses.

Pourquoi donc le prolétariat peut et doit diriger les larges masses et pourquoi celles-ci acceptent toujours plus consciemment cette direction, la trouvant juste, efficace et nécessaire ? Il n'y a là aucun mystère. Tout simplement parce que le prolétariat est la classe qui, pour se libérer elle-même n'a pas d'autre moyen que de libérer l'humanité de l'asservissement sous toutes ses formes, de créer une société où les forces de la nature soient entièrement dominées au service de tous, où tous les hommes seront égaux et libres d'épanouir toutes leurs capacités : la société communiste.

C'est pourquoi Lénine déclarait : « *La dictature du prolétariat suppose et signifie la claire conscience de cette vérité : le prolétariat, en vertu de sa situation économique dans toute société capitaliste, exprime avec justesse les intérêts de la masse entière des travailleurs et des exploités...* » C'est parce que le prolétariat exprime les intérêts historiques des masses qu'il peut les rallier les amener à se tourner vers l'avenir radieux du communisme plutôt qu'à s'attacher à de menus avantages, réels ou supposés, qu'elles peuvent tenir du passé.

On peut donc effectivement résumer cette question en disant : « *La dictature du prolétariat n'est pas une simple élite gouvernementale « intelligemment sélectionnée » par les soins d'un « stratège expérimenté », et « s'appuyant sagement » sur telles ou telles couches de la population* »⁴⁶. « *La dictature du prolétariat est une forme particulière d'alliance de classe entre le prolétariat avant-garde des travailleurs et les nombreuses couches non prolétariennes de travailleurs... ou la majorité de ces couches, alliance dirigée contre le Capital, alliance visant au renversement complet du Capital, à l'écrasement complet de la*

⁴⁶ Staline – « Questions du Léninisme » Editions de Pékin p124

résistance de la bourgeoisie et de ses tentatives de restauration, à l'édification et à la consolidation définitives du socialisme »⁴⁷.

Les opportunistes de « gauche » déclarent que le prolétariat n'a que faire d'alliances avec des couches hésitantes, instables, peu sûres. Ils décrètent que le prolétariat n'a que faire de la participation des masses populaires à l'exercice du pouvoir, que c'est au prolétariat seul non seulement de diriger (ce qui est juste), mais aussi d'exercer le pouvoir, de gérer l'Etat. Ils isolent le prolétariat et l'amènent à la défaite.

Les opportunistes de droite mettent le prolétariat et les masses populaires dans le même rôle. Ce n'est plus alliance mais fusion. Ils nient les contradictions qui subsistent entre le prolétariat et ses alliés. Ils nient qu'il s'agit de « *l'alliance entre classes qui diffèrent sur les plans économique, politique, social et idéologique* »⁴⁸. Donc ils nient la nécessité de la dictature du prolétariat pour résoudre ces contradictions, la nécessité de l'hégémonie du prolétariat dans cette alliance.

L'opportunisme de « gauche » rejoint celui de droite en ce qu'il ne fait pas, à chaque étape de la révolution, une analyse précise des classes qui peuvent, ou pas, être des alliées (et cette analyse n'est jamais donnée une fois pour toute, mais varie suivant les situations) Par exemple, pendant la grande Révolution Culturelle en Chine certains « gauchistes » disaient : « Plus de 90 % de la population persévère dans la voie socialiste ». Ils parlaient toujours des masses révolutionnaires comme d'un bloc sous prétexte qu'elles suivaient et appuyaient la Révolution Culturelle. Mais ils oubliaient de distinguer le prolétariat des masses. Mao Tsé-toung disait lui, plus justement : « *Les révolutionnaires représentent les intérêts du peuple qui constitue plus de 90 % de la population* ». Ce qui distingue correctement la classe d'avant-garde et les masses de la population. Par contrecoup la position « gauchiste » amène à considérer les masses comme ennemis dès lors qu'elles ne suivent pas toutes les directives que les « gauchistes » avancent sans tenir compte du différent niveau de conscience entre elles et le prolétariat.

Il convient donc d'analyser plus précisément comment le prolétariat travaille à résoudre les contradictions qui l'opposent aux masses laborieuses (contradictions non-antagonistes). C'est-à-dire comment il exerce son rôle dirigeant afin d'amener les masses derrière lui sur la voie socialiste.

6.3 Le prolétariat dirige ; le peuple édifie lui-même le socialisme

6.3.1. ROLE DIRIGEANT DU PARTI

Nous avons vu qu'il résultait de la nécessité de la dictature d'une seule classe, le prolétariat, qu'un seul parti pouvait diriger la société socialiste. Seul le parti communiste, le parti de la classe ouvrière qui se fonde sur la théorie révolutionnaire marxiste-léniniste peut diriger et organiser pratiquement la lutte de toute la classe, distinguer les facteurs positifs qui concourent à la réalisation des objectifs révolutionnaires des facteurs négatifs qui l'entravent, déterminer les couches et classes avec lesquelles les alliances sont possibles aux différentes étapes et les guider dans la voie juste.

C'est pourquoi Lénine a souligné que « *La dictature du prolétariat ne peut être réalisée qu'à travers le parti communiste* ». C'est ce parti, et lui seul à l'exclusion de tout autre, qui doit diriger tous les organes d'Etat, toutes les organisations sociales. C'est ce parti qui dirige la continuation de la lutte des classes sous toutes ses formes, y compris au sein du peuple.

Dans le cours de l'édification du socialisme, les masses se rendent compte de plus en plus de la justesse de la voie socialiste et de la direction du prolétariat. Elles se rendent compte que les mesures préconisées

⁴⁷ Lénine – Préface à l'édition du discours « Comment on trompe le peuple avec les mots d'ordre de liberté et d'égalité »

⁴⁸ idem

par le Parti, ses directives, ses buts, sont justes et utiles. Ce faisant leur confiance dans le rôle dirigeant du Parti s'accroît, le Parti peut renforcer sans cesse ses liens avec les masses et donc se renforcer lui-même. Plus les masses participent à l'édification du socialisme par elles-mêmes, participent réellement à l'exercice du pouvoir dans tous les domaines, et plus bien sûr le Parti doit renforcer et élargir son rôle de direction, d'éducation et d'organisation à leur égard.

Cela va tout à fait à rencontre des thèses révisionnistes qui nient le rôle du Parti sous le socialisme. Selon eux le parti ne serait plus alors l'avant-garde de la classe ouvrière, mais « le parti du peuple tout entier ». D'autres, prétextant de l'exemple de la dégénérescence de l'URSS, prétendent qu'il ne faut pas de parti communiste dirigeant, car « automatiquement » un tel parti se bureaucratise et devient un parti qui domine et étouffe la classe ouvrière. Ils sont pour le « pluralisme », c'est-à-dire la cohabitation pacifique des idées bourgeoises et prolétariennes. Ou encore estiment que les « masses » peuvent bien se guider toutes seules, comme certains l'ont dit en France après Mai 68, développant des interprétations erronées de la grande Révolution Culturelle Chinoise.

Le but (conscient ou pas, peu importe) commun à toutes ces théories est d'affaiblir le rôle du prolétariat et de son Parti, de faciliter l'infiltration du parti par toutes sortes d'éléments bourgeois qui finiraient par y prendre le pouvoir. Et à partir de là ils n'auraient plus aucun mal, comme l'expérience l'a prouvé, à prendre le pouvoir d'Etat et ensuite à restaurer le capitalisme.

C'est donc, finalement, de la question des capacités de direction du parti, de quelle ligne politique y est au poste de commande, que dépend le sort de la Révolution. Le Parti est l'enjeu de la lutte entre prolétariat et bourgeoisie pour le pouvoir sous le socialisme.

Après la révolution, le parti prolétarien voit toutes sortes d'arrivistes à la recherche de postes et d'avantages chercher à s'infiltrer dans ses rangs. D'une façon générale, la bourgeoisie n'a d'autre moyen que d'essayer de prendre le masque du marxisme et la carte du Parti pour retrouver le pouvoir : les plus fortes forteresses se conquièrent de l'intérieur.

Comme nous l'avons vu, la bourgeoisie cherche à constituer tout un courant idéologique et politique révisionniste dans la superstructure Par-là elle entoure le Parti d'une atmosphère corruptrice à laquelle peuvent se laisser prendre certains cadres qui ne sont rentrés dans le Parti qu'en réussissant à camoufler leurs véritables intentions qui étaient d'acquiescer privilèges et pouvoirs afin de se transformer en nouveaux bourgeois. Ainsi, Khrouchtchev s'est montré en paroles un fidèle révolutionnaire, il a exécuté docilement toutes les instructions de Staline jusqu'à ce qu'il arrive au bureau politique et puisse profiter de sa mort pour faire un putsch militaire avec l'appui d'autres cadres dégénérés. Ainsi Hua Kuo-feng est arrivé au pouvoir en s'affichant comme le plus fidèle soutien de Mao Tsé-toung, continuateur de la Révolution Culturelle, et condamnant fermement le révisionniste Teng Hsiao-ping. Une fois au pouvoir il fait arrêter des milliers de cadres fidèles au communisme, réhabilite Teng Hsiao-ping, rétablit le capitalisme.

L'histoire prouve que la bourgeoisie ne peut rétablir le capitalisme tant qu'elle n'a pas pris le pouvoir dans le Parti, assassiné ou éliminé tous les cadres et militants fidèles au communisme, détruit le Parti pour le remplacer par un Parti bourgeois - révisionniste qui, sous le masque de « Parti communiste » trompe le prolétariat, le désarme et peut ainsi rétablir l'exploitation.

Tant que le prolétariat reste dirigé par un Parti fidèle au communisme, la bourgeoisie ne peut vaincre et doit agir par en dessous. Aussi le Parti est-il l'enjeu le plus immédiat, le plus essentiel de la lutte de classe sous le socialisme. Il est vital pour la bourgeoisie de s'y infiltrer et de s'y associer avec ceux des cadres qui se laissent corrompre par le pouvoir, s'embourgeoisent et se transforment insensiblement en révisionnistes.

Bien sûr, on ne peut prétendre que le Parti, du fait de sa position dirigeante soit automatiquement voué à s'embourgeoiser. Pas plus qu'il ne faut tomber dans les théories anarchisantes (qui ont aussi existées pendant la Révolution Culturelle) que tout cadre, tout dirigeant est un bourgeois. Ces théories visent en

fait à désarmer le prolétariat en lui faisant croire qu'il n'a pas besoin (comme toute classe) d'un parti d'avant-garde, de cadres, de dirigeants. Elles visent à opposer les masses à tout le Parti et à semer la confusion, au lieu d'opposer les masses à la poignée de cadres et dirigeants révisionnistes. Le Parti est composé des meilleurs éléments de la classe ouvrière, elle-même classe la plus révolutionnaire de la société. Ces éléments sont soigneusement sélectionnés et contrôlés par la classe ouvrière elle-même. Il en résulte que dans son énorme majorité le Parti est uni et sain.

De plus, le Parti dispose de tous les moyens pour empêcher que les bourgeois en son sein ne s'organisent en fractions, ne se développent et gagnent de l'influence. Le Parti ne tolère l'expression des lignes opposées que dans le cadre du centralisme démocratique. Une fois les conceptions erronées clairement mises à jour, il les combat sans attendre, les empêchent d'enfler et de se grossir. On ne peut tolérer ici aucun libéralisme, aucune hésitation pour se débarrasser de ceux qui violent les normes du Parti pour imposer leur ligne bourgeoise.

Et lorsque la nouvelle bourgeoisie a réussi malgré tout à conquérir des postes importants dans le Parti, il est encore possible de la chasser, comme l'a montré l'expérience de la grande Révolution Culturelle prolétarienne dirigée par Mao Tsé-toung et le noyau sain du PCC.

Néanmoins, l'expérience historique de la prise du pouvoir par des individus comme Khrouchtchev et Teng Hsiao-ping montre qu'il est inévitable que certaines idées étrangères, certains phénomènes négatifs de dégénérescence se manifestent au sein du Parti. Non seulement du fait de l'influence des idées bourgeoises dans toute la superstructure, mais aussi du fait que le Parti, après la révolution, doit assumer de nombreuses charges du pouvoir dans l'appareil d'Etat et dans les différents secteurs de la vie du pays. Ce qui entraîne une modification dans ses rapports avec la classe ouvrière et les masses, les membres du Parti étant placés dans des rapports sociaux de dirigeants à dirigés qui reflètent inéluctablement certains aspects négatifs de la division sociale du travail qui existent dans la société socialiste ainsi que nous l'avons analysé précédemment.

Il est donc juste de dire, comme le remarque le PTA, que la lutte dans le Parti « est le reflet des contradictions de classe existantes et de la lutte de classe qui se développe dans la société »⁴⁹.

La lutte de classe se déroule au sein même du Parti, où existent toujours deux lignes qui s'opposent. C'est d'abord une lutte idéologique contre l'opportunisme, contre toutes les déviations par rapport aux principes scientifiques et éprouvés du marxisme-léninisme. C'est une lutte politique qui a pour enjeu le pouvoir. Il serait tout à fait erroné de ne voir dans la lutte de ligne au sein du Parti qu'une lutte contre quelques traîtres ou espions payés par l'ennemi, dont il suffirait de couper les têtes pour se débarrasser.

Non. Les éléments bourgeois au sein du Parti représentent en fait les intérêts de toute la bourgeoisie dans la société socialiste. Ils représentent tous ces gens qui se reconnaissent dans la ligne révisionniste et la soutiennent. Qui veulent la voie du retour au capitalisme contre la voie vers le communisme.

La lutte de ligne dans le Parti ne signifie nullement que la masse du Parti ne doive pas être unie. Elle ne signifie nullement que le Parti doive tolérer, comme inévitable conséquence de cette lutte, les tendances et les fractions. Bien au contraire, le Parti ne doit pas présenter et traiter cette lutte comme un combat contre de simples cliques, contre quelques traîtres ou saboteurs infiltrés, quelques individus isolés dont il suffirait de couper les têtes pour que tout rentre dans l'ordre. Mais au contraire comme une lutte entre deux classes qui concerne toute la société. Lutte ouverte dans laquelle le Parti, ses dirigeants et membres authentiquement communistes, doit mobiliser tout le prolétariat et les masses laborieuses afin de les éduquer et de vaincre la bourgeoisie. La lutte dans le Parti n'est que le « sommet » de la lutte de classe dans toute la société, son reflet, et doit être traitée comme telle.

⁴⁹ Albanie Aujourd'hui – N° I-1978 « La lutte de classe dans le Parti, garantie de sa qualité de parti révolutionnaire de la classe ouvrière »

Comment la mener ?

Sous le socialisme, le Parti doit « *rejeter ce qui est altéré et absorber le nouveau* » (Mao).

« *Le seul parti gouvernemental au monde qui ne se préoccupe non pas d'augmenter le nombre de ses adhérents, mais d'élever leurs qualités, d'épurer le parti-des « infiltrations », c'est notre parti, le parti de la classe ouvrière révolutionnaire* » (Lénine).

Toutes sortes de mesures existent pour lutter contre la dégénérescence du Parti, depuis l'éducation marxiste-léniniste de ses membres jusqu'à leur affectation systématique à ces postes de combat sur les fronts de la lutte de classe (en utilisant au maximum les ouvriers « sans parti » pour les tâches de gestion et administration), en évitant qu'ils jouissent d'aucun avantage particulier, etc. Et nous verrons plus loin quelques mesures essentielles que prend la DDP pour lutter contre la bureaucratisation des cadres.

Mais l'essentiel c'est la mobilisation des masses dans la lutte contre la bourgeoisie. C'est en agissant pour poursuivre toujours plus avant la marche vers le communisme et en mobilisant les masses à cet effet que se déroule la lutte entre les deux voies et que les tenants de la ligne révisionniste au sein du Parti peuvent être démasqués dans la mesure où on voit alors concrètement leur opposition à la voie vers le communisme.

Le moyen par lequel le parti dirige, c'est la ligne de masse. La voie de renforcement du Parti et de la dictature du prolétariat, c'est la démocratie toujours plus poussée pour les masses alliées du prolétariat. Ceux qui opposent ligne de masse et direction du Parti, pouvoir exercé par le peuple et hégémonie du prolétariat, n'ont rien compris au marxisme, n'ont rien compris aux moyens concrets et pratiques par lesquels le prolétariat peut effectivement exercer son influence sur le cours des événements et arriver au résultat voulu⁵⁰.

Le socialisme ne sera pas construit par une minorité, mais sera l'œuvre consciente de millions d'hommes. Le mérite du Parti, des communistes, est d'aider les masses à se mettre immédiatement à l'œuvre. Lénine disait : « *Dans la masse populaire, nous sommes comme une goutte d'eau dans l'océan, et nous ne pouvons exercer le pouvoir qu'à la condition d'exprimer exactement ce dont le peuple a conscience. Sinon, le parti communiste ne conduira pas le prolétariat, celui-ci n'entraînera pas derrière lui les masses, et toute la machine se disloquera* »⁵¹.

Le Parti a conscience du but à atteindre. Il exprime les intérêts de l'avenir de toute l'humanité. C'est en ce sens que les masses le reconnaissent petit à petit comme les guidant sur la voie juste. Mais le Parti ne se substitue pas aux masses. En chaque chose, pour chaque décision importante, il doit mener l'enquête et prendre leur avis. Il trie, à l'aide du marxisme-léninisme, les idées justes des idées fausses. Il concentre les idées justes en directives conformes aux intérêts de la révolution. Ces directives reçoivent donc l'accord des masses puisqu'elles proviennent d'elles. Le Parti encourage les masses et les éduque afin qu'elles puissent être toujours plus actives dans la voie de l'édification socialiste. Il lutte pour éclairer le vrai et le faux. Et c'est encore les masses qui appliquent les directives ; aident le Parti à corriger les erreurs par leurs critiques.

Que ce soit dans l'élaboration des directives, leur application, ou leur contrôle, les communistes ne font rien sans mobiliser les masses et rechercher leur appui.

La ligne de masse c'est que le Parti, pas à pas, étape par étape « exprime ce dont le peuple a conscience », exprime sous forme centralisée et synthétique ce que le peuple est prêt lui-même à faire. Ceci en luttant contre les idées bourgeoises qui s'expriment aussi au sein du peuple.

⁵⁰ Voir le discours d'Enver Hoxha « Les masses édifient le socialisme, le parti leur en fait prendre conscience » (1972)

⁵¹ Lénine – Œuvres Complètes T33 p311 (1922) Souligné par nous

Ceci exige que « *le Parti ne peut jamais aller à l'encontre des désirs du peuple. Lorsque sa ligne juste n'est pas comprise, il ne faut jamais en imposer l'application. Le Parti doit continuer patiemment de l'expliquer aux masses, il ne doit pas se précipiter, se mettre en opposition avec le peuple* »⁵².

Evidemment, cela n'implique pas que le Parti n'use jamais de contraintes à l'égard d'une éventuelle minorité irréductible qui refuserait de se soumettre aux décisions qui expriment ainsi les intérêts de la majorité. Mais la contrainte n'est souhaitable que si d'abord la majorité est convaincue de la justesse des mesures envisagées. « *Nous devons, coûte que coûte, convaincre d'abord, et contraindre ensuite* »⁵³.

La ligne de masse est donc le moyen qu'utilise le prolétariat pour diriger. Moyen qu'il est la seule classe à pouvoir utiliser, car (et contrairement en, particulier à la bourgeoisie) la seule classe dont les intérêts coïncident avec ceux de l'avenir de l'humanité. C'est bien pourquoi la démocratie réelle est entre ses mains une arme pour rallier les masses au socialisme.

Ce que nous devons donc examiner maintenant c'est comment la ligne de masse, la démocratie socialiste, permettent effectivement le renforcement du rôle dirigeant du prolétariat et sont des moyens pour empêcher la dégénérescence du Parti, de l'Etat.

6.3.2. LE CONTROLE OUVRIER

Il arrive que le Parti ait une ligne générale juste, mais que néanmoins des directives, ordres, donnés par quelques-uns de ses cadres soient faux et ne correspondent pas à cette ligne. La classe ouvrière doit non seulement décider, par l'intermédiaire de son Parti quelle ligne suivre, mais elle doit aussi, directement, intervenir dans l'application et le contrôle de l'application de cette ligne par tous. Notamment le contrôle que les organes et cadres de l'appareil d'Etat et des diverses instances appliquent correctement ce qui a été décidé.

Tirant les leçons de la Commune de Paris, Marx et Engels ont fait ressortir qu'une des principales était celle-ci : « *La classe ouvrière doit non seulement prendre le pouvoir, détruire de fond, en comble l'ancien appareil bourgeois, mais se prémunir également contre ses propres députés et fonctionnaires, en prenant les mesures voulues pour que l'Etat, ses organes et ses représentants ne se convertissent pas en des maîtres et des dominateurs du peuple* »⁵⁴. Et une de ces mesures essentielles est le contrôle exercé d'en bas par la classe ouvrière.

Ce contrôle doit s'étendre à tous les organes de pouvoir. Il est la manifestation que la classe ouvrière doit diriger en tout. Il exige que la classe ouvrière ait pris conscience non seulement de son rôle en tant que force productive déterminante, mais aussi de son rôle politique comme classe d'avant-garde de la société socialiste, qu'elle soit éduquée en ce sens par Le Parti.

Le contrôle ouvrier va directement à l'encontre de l'idée que les problèmes sont uniquement « l'affaire de la direction », du Parti, des cadres. Il suscite l'initiative politique de la masse elle-même. Il exige de tous les fonctionnaires et cadres des comptes rendus réguliers (au moins une fois par mois disait Lénine) devant les masses réunies en Assemblée Générale.

Les membres des groupes de contrôle qui vont enquêter dans les ministères, les écoles, les administrations diverses, les théâtres, etc. n'appartiennent, le plus souvent, au Parti. Ils ne restent pas trop longtemps (un an en Albanie) membres des groupes de contrôle afin que ne se reconstitue pas un corps spécialisé « d'inspection » bureaucratique.

⁵² Enver Hoxha Discours note 46 – Editions NBE p43

⁵³ Lénine – « Discours sur les syndicats au X^{ème} Congrès du PC(b)R

⁵⁴ Albanie Aujourd'hui N°2-1972 « La dictature du prolétariat et la lutte contre le bureaucratisme »

Le contrôle s'exerce aussi de la part des ouvriers sans-parti sur les membres du parti. Ceux-ci ne sont admis qu'après large consultation des ouvriers. Et ensuite restent sous leur contrôle par le moyen de la critique et de l'auto-critique.

Lorsque se renforce l'Etat socialiste et les rapports sociaux socialistes, le contrôle ouvrier devient un instrument pour entraîner toutes les masses populaires à l'apprentissage de l'exercice du pouvoir. Le contrôle ouvrier s'appuie sur le contrôle populaire et l'activité des larges masses. Au fond, le contrôle ouvrier n'est qu'un des éléments de la démocratie socialiste qui permet à la classe ouvrière d'avancer toujours plus vers l'exercice complet du pouvoir tout en ralliant les masses à ce pouvoir, à l'édification socialiste.

Ce qu'il faut comprendre est ceci : « *La voie générale menant au renforcement de la dictature du prolétariat, de l'ensemble du régime socialiste, est celle du développement de la démocratie de masse* »⁵⁵.

6.3.3. DEMOCRATIE SOCIALISTE – EXERCICE DU POUVOIR PAR LE PEUPLE⁵⁶

Le prolétariat doit d'abord prendre le pouvoir, briser la vieille machine d'Etat bourgeoise et en construire une nouvelle qui serve le but qu'il poursuit : le communisme. Pour cela il doit exercer sa dictature à l'égard de toutes les autres classes - mais évidemment pas de la même façon suivant qu'il s'agit de la bourgeoisie ennemie ou des masses laborieuses ses alliés. A la base de la dictature qu'exerce toute classe il y a la violence contre les ennemis. Violence du prolétariat contre les exploiters et les nouveaux bourgeois au sein de l'appareil d'Etat ou du Parti. D'autre part, le prolétariat utilise la dictature pour rallier les masses, les convaincre de la justesse de la voie vers le communisme et donc les diriger dans cette voie. A l'égard des masses laborieuses, la dictature prend essentiellement la forme de la démocratie.

L'Etat de dictature du prolétariat diffère tout d'abord de l'Etat bourgeois en ce qu'il sert à opprimer les exploiters. En ce qu'il est démocratie pour la majorité et répression sur la minorité. Mais ce n'est pas là toute la différence entre l'Etat du prolétariat et celui de la bourgeoisie. L'Etat prolétarien n'est pas l'Etat bourgeois qui aurait changé de maître, le prolétariat « l'occupant » à la place de la bourgeoisie. L'Etat prolétarien doit être un Etat entièrement nouveau. Nouveau parce que le prolétariat peut associer les masses à sa lutte pour le communisme, à l'exercice du pouvoir. Et que, ce faisant, il travaille à réduire ce qui sépare les masses de « l'appareil spécial » de l'Etat, il organise le dépérissement de l'Etat - et il n'est donc plus tout à fait un Etat.

Lénine, en 1918, demandait aux communistes russes de rendre compte à leurs camarades d'Europe de ce que la Révolution de 1917 avait créé de nouveau, de significatif pour tous les prolétaires du monde. A ce propos, il notait : « *Expliquer ce qui constitue l'arme vivante (de l'Etat soviétique), à savoir le passage du pouvoir aux mains des travailleurs... le pouvoir des Soviets est un appareil, un appareil grâce auquel la masse doit pouvoir commencer immédiatement à apprendre à gérer l'Etat et à organiser la production à l'échelle du pays... Il importe pour nous que tous les travailleurs sans exception participent à l'administration de l'Etat* »⁵⁷.

Convaincre les masses de la justesse de la voie communiste. Sur cette base les associer toujours plus à la gestion de l'Etat, à l'exercice du pouvoir, réduire progressivement la distance entre l'Etat et le peuple jusqu'à la fusion des deux : telle est la voie vers le communisme.

La forme que prend l'Etat prolétarien doit permettre d'aider à y parvenir, doit favoriser en tout ce « rapprochement » de l'Etat et du peuple. Cette forme est évidemment très variable suivant les

⁵⁵ Enver Hoxha – Rapport au VI^{ème} Congrès du PTA

⁵⁶ Nous ne revenons pas ici sur la définition du « peuple » qui est variable suivant les étapes de la révolution, peuple comprenant le prolétariat et ses alliés (plus ou moins hésitants) dans une étape donnée.

⁵⁷ Lénine – « VII^{ème} Congrès du PC(b)R » Œuvres Complètes T27

conditions spécifiques et historiques concrètes de chaque pays. (République soviétique, démocratie populaire, etc. etc.). Mais on peut tirer un certain nombre d'enseignements généraux des expériences russes, chinoises, albanaises, sans oublier les analyses de Marx sur la Commune de Paris.

D'où naît le nouvel Etat ou « Commune » ? Il ne se décrète pas, mais naît en général du processus révolutionnaire qui voit les masses se doter d'organes agissant, « Commune » à Paris, « Soviets » en Russie, « Conseils populaires » en Albanie, etc. Ces soviets, pour reprendre ce mot dans sa généralité, sont « la forme toute prête » qui permet au prolétariat triomphant d'organiser un nouvel appareil d'Etat « *qui a pour fondement unique et permanent l'organisation massive: des classes qui étaient opprimées par le capitalisme* ».

Qu'est-ce qui caractérise ces soviets ?

Dans leur composition ils sont « *l'union et l'organisation des masses laborieuses et exploitées opprimées par le capitalisme et d'elles seules...* »⁵⁸. Ainsi les classes hostiles au socialisme en sont exclues. Et les soviets ne s'élargissent qu'au fur et à mesure que s'élargit la base sociale qui soutient le socialisme.

Dans leur fonctionnement, les soviets sont des organes qui décident et qui exécutent. Chaque instance à son niveau (du soviet de base jusqu'à l'Assemblée au niveau national). Ainsi, instruits et dirigés par le Parti, les soviets permettent au peuple une réelle démocratie. Contrairement au parlementarisme bourgeois, moulin à paroles pour tromper le peuple, les soviets organisent la fusion des décisions, de leur exécution et de leur contrôle par le peuple lui-même. En ce sens tout responsable, tout fonctionnaire est éligible et révocable par le soviet dont il dépend, soumis en permanence à son contrôle, ce qui est un moyen d'assurer que ceux à qui ont été confiés des responsabilités les assument, au lieu d'être des irresponsables qui promettent, parlent et n'exécutent rien comme les parlementaires bourgeois.

Lénine s'est toujours élevé contre la tendance à réduire le rôle des soviets à ce que certains de leurs membres se transforment en nouveaux parlementaires bourgeois recherchant gain et célébrité. « *Il existe une tendance petite-bourgeoise qui vise à transformer les membres des Soviets en « parlementaires » ou, d'autre part, en bureaucrates. Il faut combattre cette tendance en faisant participer pratiquement tous les membres des Soviets à la direction des affaires. En maints endroits, les sections des Soviets se transforment en organismes qui fusionnent peu à peu avec les commissariats. Notre but est de faire participer pratiquement tous les pauvres sans exception au gouvernement du pays ; et toutes les mesures prises dans ce sens – plus elles seront variées, mieux cela vaudra – doivent être soigneusement enregistrées, étudiées, systématisées, mises à l'épreuve d'une expérience plus vaste, et recevoir force de loi. Notre but est de faire remplir gratuitement les fonctions de l'Etat par tous les travailleurs, une fois qu'ils ont terminé leurs huit heures de « tâches » dans la production : il est particulièrement difficile d'y arriver, mais là seulement est la garantie de la consolidation définitive du socialisme* »⁵⁹.

Le fonctionnement des soviets implique aussi « *la création d'une force armée des ouvriers et des paysans aussi peu détachée du peuple que possible (les soviets = les ouvriers et les paysans armés). L'armement général organisé, en tant que l'un des premiers pas vers la pleine réalisation de l'armement du peuple tout entier* »⁶⁰.

Ainsi les soviets sont un moyen, la forme que prend l'Etat sous la dictature du prolétariat en leur faisant prendre conscience par leur propre expérience, leur propre participation à la gestion, de la justesse de la voie communiste.

« *Les Soviets sont l'organisation directe des masses travailleuses et exploitées, à qui elle facilite la possibilité d'organiser elles-mêmes l'Etat et de le gouverner par tous les moyens. C'est précisément*

⁵⁸ Lénine – « VII^{ème} Congrès du PC(b)R « Dix thèses sur le pouvoir des Soviets » Œuvres Complètes T27 p155

⁵⁹ Lénine – « Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets »

⁶⁰ Lénine – VII^{ème} Congrès du PC(b)R « Dix thèses sur le pouvoir des Soviets »

l'avant-garde des travailleurs et des exploités, le prolétariat des villes, qui bénéficie en la circonstance de l'avantage d'être le mieux uni dans les grosses entreprises ; il a le plus de facilité pour élire et surveiller les élus. Automatiquement l'organisation soviétique facilite l'union de tous les travailleurs et exploités autour de leur avant-garde, le prolétariat»⁶¹.

Les opportunistes « oublient » toujours que les Soviets sont un organe de la dictature du prolétariat. Organe qui doit favoriser la direction de la classe ouvrière sur les masses, et qui ne peut donc regrouper que les classes laborieuses aptes à reconnaître cette direction, Ils élargissent inconsidérément les Soviets. Cherchent à les transformer en Assemblées parlementaires où chacun exprimerait toutes sortes d'idées, mais qui ne seraient pas un appareil d'action contre la bourgeoisie, une organisation unie par la volonté sans relâche et pratiquement à l'édification socialiste et elle seule. Ils « oublient » que les Soviets ne sont pas un organe de « démocratie pure », mais de lutte de classe pour éliminer, écraser définitivement la bourgeoisie. Organes nés de l'insurrection et de la guerre révolutionnaire, au sein tout d'abord des grandes concentrations prolétariennes, et qui n'ont d'existence vraiment révolutionnaire que si le prolétariat a pu en exclure les éléments bourgeois et faire basculer les éléments intermédiaires de son côté.

D'autres opportunistes réduisent les Soviets à une simple organisation purement ouvrière, ou presque. Et dont le rôle ne serait que de gestion et d'exécution des ordres du parti. Que les masses exploitées puissent et doivent être amenées à l'exercice du pouvoir leur paraît un « compromis » tout à fait inacceptable. Ils ne veulent pas admettre que le prolétariat ne peut exercer sa qu'à condition justement de réaliser une alliance avec les couches exploitées et que la dictature du prolétariat est justement cette forme particulière d'alliance de classe qui permet aux masses d'exercer le pouvoir grâce au prolétariat qui les dirige, les organise, les éduque, les transforme, dans la lutte pour développer leur adhésion consciente et active au socialisme.

C'est pourquoi Lénine disait : « *Sous le mot de l'Etat nous sommes d'accord pour entendre seulement ce qui brise la résistance des capitalistes, ce qui donne la plénitude du pouvoir à la majorité du, peuple, c'est-à-dire aux prolétaires et aux semi-prolétaires, aux ouvriers et aux paysans pauvres* »⁶².

L'expérience historique nous enseigne qu'un Parti qui ne se soucie plus de diriger les masses, de s'appuyer sur elles dans la lutte contre la bourgeoisie, de les mobiliser, mais seulement de « commander », est un Parti qui dégénère. Le Parti ne doit ni laisser les masses livrées à elles-mêmes, désorientées et donc perméables aux influences bourgeoises, ni réduire la dictature du prolétariat à la dictature bureaucratique de fonctionnaires ou de cadres arrivistes ou routiniers même s'ils ont l'étiquette de communistes.

« *La tragédie qui est survenue en Union Soviétique prouve que le Parti bolchevik était rongé comme une pomme, en apparence saine, mais pourrie à l'intérieur. Le « ver » qui a rongé de l'intérieur le Parti bolchevik est le bureaucratisme...* »⁶³. Telle a été une des erreurs commises par le parti bolchevik sous Staline : sous-estimer la lutte contre la bourgeoisie dans la société, l'Etat, le Parti - et - plus exactement - la nécessité de mobiliser et éduquer les masses dans cette lutte pour vaincre.

Lénine analysait les difficultés de l'édification du socialisme en URSS en montrant que les Soviets avaient du mal à jouer leur rôle pleinement du fait de la faiblesse du niveau culturel, de la conscience politique des masses russes, qui entravait la possibilité de leur participation à l'administration du pays : « *Ce bas niveau culturel fait que Les Soviets qui, d'après leur programme, sont des organes de gouvernement par les travailleurs, sont en réalité des organes de gouvernement pour les travailleurs, exercé par la couche avancée du prolétariat et non pas les masses laborieuses* »⁶⁴.

⁶¹ Lénine – « La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky »

⁶² Lénine – « Les bolcheviks garderont-ils le pouvoir ? »

⁶³ Enver Hoxha – « Les masses édifient le socialisme, le parti leur fait prendre conscience »

⁶⁴ Lénine – VIII^{ème} Congrès du PC(b)R 1919

Il indiquait que le prolétariat devait entreprendre sans tarder un long travail d'éducation des masses. Car « *combattre le bureaucratisme jusqu'au bout, jusqu'à la victoire, n'est possible que si toute la population participe à la gestion d'un pays* »⁶⁵.

Sans cela on ne peut lutter efficacement contre la dégénérescence du Parti et de l'Etat. Réduire toujours plus la « distance » qui sépare les masses de l'Etat, telle est la tâche démocratique de la dictature du prolétariat. Simplifier sans arrêt l'administration et les tâches afin que tous puissent y participer. Réduire les corps spécialisés de fonctionnaires et faire effectuer les tâches de gestion par de simples travailleurs et les « sans-parti ». Abandon progressif de la concentration excessive des compétences au centre, épuration de la législation de toute déformation bureaucratique, suppression des grades dans l'armée, rotation des cadres pour qu'ils participent au travail productif, voilà quelques exemples de mesures pour lesquelles luttent le prolétariat et les masses sous sa direction.

« *Faire remplir gratuitement les fonctions d'Etat par tous les travailleurs* » une fois qu'ils ont accompli leurs tâches dans la production préconisait Lénine. Cela seule la prise du pouvoir par le prolétariat et l'établissement d'un Etat socialiste, de rapports sociaux socialistes peut le permettre.

Loin d'affaiblir la dictature du prolétariat, la participation des masses aux affaires de l'Etat la renforce. Tout d'abord il est bon que les communistes n'occupent pas tous les postes de l'Etat, ne se fonctionnarisent pas, ne se surchargent pas des problèmes de gestion quotidienne, afin qu'ils puissent être le plus parmi les masses et non dans les bureaux, et se consacrer aux tâches de direction politique. De plus les masses participent aux affaires de l'Etat dans la mesure où elles adhèrent, sur la base de leur expérience, aux objectifs fixés par le prolétariat. Plus elles y adhèrent et plus elles se rallient au prolétariat. Plus elles avancent par elles-mêmes dans l'édification socialiste et plus elles prennent conscience que seule la dictature du prolétariat autorise de tels progrès. Ainsi la dictature du prolétariat permet l'élargissement constant de la démocratie socialiste qui, en retour, renforce la base sociale de la dictature du prolétariat.

Ceci peut schématiquement se résumer ainsi. Le prolétariat, après avoir pris le pouvoir, lutte pour transformer les masses laborieuses non prolétariennes, et, au fur et à mesure de leurs transformations ; pour se les rallier toujours plus étroitement. Cette lutte est une lutte idéologique et politique pour réduire toujours plus les différences (les trois « écarts ») et le droit bourgeois, pour éliminer la bourgeoisie en unifiant les autres classes autour du prolétariat. C'est aussi une lutte pour supprimer les bases matérielles de l'existence des classes et faire de tous des travailleurs égaux. C'est une lutte pour vaincre la nature, augmenter les forces productives, réduire la durée de travail nécessaire de chacun. Afin que, le temps non affecté à la production se réduisant, chacun puisse s'éduquer, participer toujours plus aux affaires de l'Etat.

Lénine dit : « *Passage, par l'intermédiaire de l'Etat des Soviets, à la suppression graduelle de l'Etat, à un nombre sans cesse croissant de citoyens, et ensuite tous les citoyens sans exception étant systématiquement amenés à prendre une part directe et quotidienne aux charges de la gestion de l'Etat* »⁶⁶.

Dans l'Etat et la Révolution, il écrit : « *Ce qui importe, c'est de voir l'immense mensonge contenu dans l'idée bourgeoise courante suivant laquelle le socialisme est quelque chose de mort, de figé, de donné une fois pour toutes, alors qu'en réalité, c'est seulement avec le socialisme que commencera dans tous les domaines de la vie sociale et privée un mouvement de progression rapide, effectif, ayant véritablement un caractère de masse auquel participera d'abord, la majorité, puis la totalité de la population* ».

Ce mouvement c'est celui du passage du socialisme (ou communisme de la phase inférieure) au communisme de la phase supérieure. C'est le mouvement pour la suppression des classes. C'est le

⁶⁵ idem

⁶⁶ Lénine – VII^{ème} Congrès du PC(b)R « Dix thèses sur le pouvoir des Soviets »

mouvement pour le renforcement continu de l'Etat prolétarien par l'adhésion progressive de tous à ses objectifs au cours de la lutte contre la bourgeoisie. Renforcement continu jusqu'au jour « *où tous les membres de la société, en majorité, ont appris à gérer eux-mêmes l'Etat. ... dès cet instant la nécessité de toute administration en général commence à disparaître* ». L'Etat s'éteint. Le gouvernement des personnes fait place à l'administration des choses.

Nous verrons dans un autre texte à venir que partout où les révisionnistes ont pris le pouvoir (URSS - Chine) c'est sur la base d'un affaiblissement de la capacité dirigeante du prolétariat et de sa capacité à mobiliser toujours plus les masses dans les affaires de l'Etat. Et que les révisionnistes au pouvoir ont pour premier souci de rétablir la « distance » entre l'Etat et le Parti qu'ils contrôlent et les masses prolétariennes et laborieuses afin de pouvoir élargir les « différences » à leur profit et se transformer en nouveaux capitalistes « maîtres » du peuple et non serviteurs du peuple.

Les tâches internationales de la dictature du prolétariat

Le prolétariat se fixe pour but le communisme. Ce but, aucune nation socialiste ne peut l'atteindre seule. Pour prendre le pouvoir dans un pays, le prolétariat a toujours eu besoin de l'appui des autres prolétaires du monde. Ensuite, Lénine, puis Staline, ont montré qu'il était possible de commencer d'édifier le socialisme dans un seul pays, ou groupe de pays. Comme le montre encore aujourd'hui l'exemple albanais. Compte tenu de l'inégal développement des différents pays, il est même inéluctable que cela se produise ainsi, la révolution ne pouvant partout éclater au même moment.

Mais il est impossible que l'Etat s'éteigne, que les classes disparaissent, que le communisme s'établisse autrement qu'à l'échelle du monde entier. Car tant que subsiste l'impérialisme, subsiste aussi l'agression et la guerre contre le socialisme, ainsi que l'influence bourgeoise. Tant que subsiste l'impérialisme subsiste donc la nécessité d'une armée, d'un Etat, dans le ou les pays socialistes. Pour passer au communisme, il faut que s'éteignent les classes partout dans le monde, que la bourgeoisie n'existe plus ni ne puisse se reproduire : autrement la lutte de classes continue, donc la nécessité d'Etats. Une telle situation exige, pour être réalisée, que le socialisme soit partout largement développé, que les inégalités entre nations soient annulées. Et ainsi que les nations puissent s'unir librement, que tombent les barrières nationales et que s'établisse sans contrainte la libre coopération des hommes.

Voilà pourquoi tous les prolétaires doivent lutter pour la révolution mondiale, pour l'égalité des nations socialistes et la suppression de toutes les barrières nationales. Staline disait : « *la révolution victorieuse dans un pays ne doit pas se considérer comme une entité indépendante, mais comme une aide et un moyen pour accélérer la victoire du prolétariat dans les pays du monde.* »

La révolution ne pouvant triompher définitivement dans un seul pays (ou groupe de pays), il s'en suit que la tâche de la dictature du prolétariat là où elle a triomphé, est de tout faire pour la faire progresser dans les autres pays. La nation socialiste ne doit pas craindre pour cela d'affronter l'impérialisme. Elle ne doit pas faire de sa survie (qu'il est tout à fait important et légitime de défendre) le but ultime et unique de son activité.

Nous ne développerons pas ici cette thèse que nous avons déjà exposée dans notre brochure « La position du prolétariat de France sur la question nationale ». Nous demandons au lecteur de s'y reporter (p34 à 43). Notamment en ce qui concerne la critique des thèses révisionnistes qui considèrent la coexistence pacifique comme la ligne générale du mouvement communiste. Et également en ce qui concerne la théorie contre-révolutionnaire des « trois-mondes ».

En ce domaine, le danger le plus grand qui a toujours guetté les partis communistes au pouvoir est le nationalisme. Khrouchtchev demandait à tous les peuples d'abandonner la révolution au profit de la coexistence pacifique afin de ne pas déclencher une guerre mondiale. Il prétendait qu'il suffisait d'attendre que l'URSS se soit suffisamment développée, ait dépassé les USA, et alors la « preuve » serait faite de la supériorité du socialisme qui s'imposerait selon lui naturellement et pacifiquement partout. Les nouveaux révisionnistes chinois tiennent le même raisonnement : ils appellent les prolétaires et peuples du monde à renoncer à la révolution pour s'unir avec leurs bourgeoisies et former avec elles une alliance contre l'URSS.

Tout cela ne peut servir que les intérêts nationaux étroits de la nouvelle bourgeoisie russe et chinoise : abandonnez la révolution et ne pensez qu'à mon enrichissement, telle est sa conception de l'internationalisme. Au nom du développement de la production ces nouveaux bourgeois demandent à

« leurs » ouvriers de ne penser qu'au travail et d'abandonner la révolution. Au nom de la défense de la patrie socialiste ils appellent les peuples du monde à se préparer à participer à la guerre impérialiste dont ils espèrent qu'elle affaiblira leur concurrent le plus redoutable.

Bien évidemment cela est tout à fait contraire aux intérêts des prolétaires, à l'internationalisme prolétarien que Lénine définissait ainsi : « *Il n'est qu'un seul internationalisme véritable : il consiste à travailler avec abnégation au développement du mouvement révolutionnaire et de la lutte révolutionnaire dans son propre pays, à soutenir (par la propagande, la sympathie,, une aide matérielle) cette même lutte, cette même ligne et elle seule dans tous les pays sans exceptions.* ».

Des compromis entre un Etat socialiste et un Etat impérialiste sont possibles dans certaines circonstances (paix de Brest-Litovsk, pacte germano-soviétique, etc...). Mais tout état socialiste qui prône l'abandon de la lutte révolutionnaire au nom de ces compromis, rentre dans la voie nationaliste de l'isolement, de la décadence, et favorise en son sein la montée de la nouvelle bourgeoisie dont il laisse ainsi l'idéologie chauvine se développer : seule compte la défense de mes biens, de mon pays. Cette idéologie erronée a même pu exister chez Staline, puisque la justification donnée à la dissolution de la 3^{ème} Internationale Communiste en 1943 revenait à dire que cela favoriserait la participation de diverses fractions bourgeoises à la lutte en leur donnant une sorte de preuve de la volonté des communistes à ne pas organiser partout la révolution. L'alliance tout à fait justifiée de l'URSS avec les bourgeoisies démocratiques n'exigeait pas une telle mesure qui a renforcé la ligne nationaliste bourgeoise de partis comme le PCF, affaibli la Résistance et rien apporté à l'URSS. Ce genre de thèse a aussi existé chez certains dirigeants du Parti Communiste Chinois puisque le renégat Teng Siao-ping a pu formuler officiellement la théorie des « trois-mondes » dès 1974 à l'ONU, sans être critiqué sur ce point.

Tout cela indique que le nationalisme a été un des poisons révisionnistes les plus pernicious, et qui a mûri de longue date, au sein des partis communistes les plus éprouvés. Une des bases idéologiques et politiques à partir desquelles la nouvelle bourgeoisie a pu se rassembler, progresser puis prendre le pouvoir au sein de ces partis.

C'est pourquoi la question des tâches internationales de la dictature du prolétariat est extrêmement importante. Et que nous aurons à y revenir sans cesse afin de promouvoir et développer encore plus dès aujourd'hui notre lutte pour un Internationalisme véritable.

Charles Paveigne

ANNEXES

I. Forces Productives et rapports de production

Les forces productives sont aussi appelées « forces productives sociales ». La combinaison des moyens de production (ce qui désigne principalement les instruments de production, mais comprend aussi l'objet du travail comme les matières premières, la terre) et des travailleurs qui les utilisent pour effectuer la production, constitue les forces productives sociales. Les forces productives expriment les rapports de l'homme avec la nature, c'est-à-dire les contradictions entre l'homme et la nature. Les travailleurs sont le facteur qui joue le rôle principal, décisif, dans les forces productives ; seuls les travailleurs peuvent fabriquer et perfectionner les instruments de production, maîtriser et utiliser les moyens de production. Les instruments de production sont quant à eux la mesure objective du niveau de développement des forces productives.

Les rapports de production sont aussi appelés « rapports sociaux de production » ; on désigne ainsi les rapports sociaux qui s'établissent nécessairement entre les hommes au cours de la production. Ils comprennent : premièrement, la forme du système de propriété des moyens de production ; deuxièmement, la place qu'occupent les hommes dans la production sociale ainsi que leurs rapports mutuels ; troisièmement, la répartition des produits. La nature des rapports de production est déterminée par le système de propriété des moyens de production. Dans la société de classes, les rapports de production sont précisément les rapports de classes. Par exemple, la classe des propriétaires fonciers possède la terre et les instruments de production, en tant que moyens d'exploitation des paysans qui ont peu ou pas de terre ; propriétaires fonciers et paysans occupent donc des positions inégales au cours de la production, ce qui constitue des rapports d'exploiteurs à exploités ; les premiers empochent sans travailler, les seconds triment toute l'année, et les propriétaires fonciers accaparent ce qui est produit. Tels sont les rapports de production du féodalisme. Les communes populaires de la campagne, à l'étape où se trouve actuellement notre pays, sont entièrement différentes : les moyens de production reviennent à la propriété collective des membres de la commune, et ceux-ci occupent des positions égales, ce qui donne lieu à des rapports d'entraide et de coopération : la répartition des produits s'effectue en fonction de la quantité et de la qualité du travail fourni. Tels sont les rapports de production du système de la propriété collective socialiste. Deux types de système de propriété publique socialiste - la propriété collective et la propriété d'Etat - constituent les rapports de production de caractère socialiste dans notre pays à l'étape actuelle.

On appelle mode de production l'unité des forces productives et des rapports de production. Leur mouvement contradictoire entraîne nécessairement le développement et la transformation du mode de production.

La relation entre forces productives et rapports de production est une relation dialectique d'unité des contraires.

Les forces productives déterminent les rapports de production. D'une façon générale, les forces productives jouent le rôle principal, décisif, dans le mode de production : tel type de forces productives exigera l'apparition de tel type de rapports de production. Les rapports de production qui ont existé dans la société humaine, c'est-à-dire les différents systèmes économiques de la société, correspondaient toujours à un niveau déterminé des forces productives dans le développement du système économique. Les forces productives sont le facteur le plus révolutionnaire et le plus dynamique ; le développement des forces productives entraîne un changement dans les rapports de production. Ceux-ci doivent correspondre au caractère des forces productives, telle est la loi universelle du développement de la société humaine. Qui ne reconnaît pas ce point n'est pas un matérialiste.

Mais en même temps, les rapports de production exercent une action en retour sur les forces productives. Lorsqu'ils correspondent aux forces productives, les rapports de production stimulent leur développement. Ainsi, les rapports de production socialistes impriment une vitesse inconnue dans la société capitaliste au développement et au progrès des forces productives, et la production ne cesse de s'élargir ; ceci met en évidence la supériorité incomparable du système nouveau, socialiste, qui correspond au caractère des forces productives. Au contraire, lorsque les rapports de production ne correspondent pas aux forces productives, ils entravent le développement de celles-ci. Les crises économiques qui apparaissent périodiquement dans le monde capitaliste montrent clairement que les rapports de production capitalistes entravent gravement le développement des forces productives. C'est pourquoi le système socialiste remplacera inéluctablement le système capitaliste. Les rapports de production en sont en rien passifs, inertes ; dans des conditions déterminées, ils peuvent jouer le rôle principal, décisif. Le président Mao nous a enseigné : « *Lorsque, faute de modification dans les rapports de production, les forces productives ne peuvent plus se développer, la modification des rapports de production joue le rôle principal, décisif* ».

Quiconque ne reconnaît pas ce point est un matérialiste mécaniste, et s'enfermera dans le borbier de la théorie réactionnaire des forces productives.

La contradiction entre forces productives et rapports de production est une des contradictions fondamentales de la société. Dans les sociétés esclavagiste, féodale et capitaliste, cette contradiction se manifeste par un antagonisme et un conflit entre les classes ennemies. Pour résoudre cette contradiction, il faut que la classe qui représente les nouvelles forces productives renverse par la violence la domination de la classe réactionnaire qui représente les anciens rapports de production, grâce à une révolution sociale. Dans le système socialiste, les forces productives et les rapports de production sont à la fois en accord et en contradiction. Cependant, d'une façon générale, cette contradiction n'est pas de nature antagoniste, et elle peut être résolue par l'application juste du Parti, la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat, des réajustements faits en temps opportun et l'amélioration constante des points faibles existants dans certains maillons des rapports de production, stimulant ainsi le développement des forces productives.

(Citation du « Lexique de Philosophie », traduit des Editions du Peuple à Pékin, publié par NBE, Paris, p182 et suivantes).

2. Base économique (infrastructure) et superstructure

La base économique est le système économique ou somme des rapports de production de la société à une certaine étape de son développement. La superstructure est le système politique et idéologique édifié sur la base économique ainsi que l'idéologie sociale qui correspond à cette base économique, comme les idées politiques, l'idéologie juridique, la morale, l'art, la philosophie, la religion.

L'unité d'une base économique et d'une superstructure déterminée constitue une formation sociale déterminée.

Le rapport entre la base économique et la superstructure est un rapport dialectique.

La base économique joue en général le rôle principal, décisif. La nature de la base économique détermine celle de la superstructure : pour tel type de l'une il y aura tel type de l'autre. Par exemple, dans les sociétés esclavagiste, féodale et capitaliste, les classes exploiteuses occupent une position dominante dans la vie économique, et le contenu principal de la superstructure de ces sociétés est aussi la domination politique et idéologique de ces mêmes classes. De plus, la transformation de la base économique détermine aussi celle de la superstructure. Lorsqu'une nouvelle base économique remplace l'ancienne, une nouvelle superstructure remplace aussi inéluctablement, plus ou moins rapidement, l'ancienne superstructure. Telle est la loi objective du développement de l'histoire.

Cependant la superstructure n'est pas pour autant déterminée de façon passive et non agissante par la base économique. Elle a une indépendance relative et peut exercer une action en retour très importante sur la base économique. Une superstructure pourrissante constitue une force réactionnaire qui sert à protéger l'ancienne base économique, à entraver l'apparition le développement de la nouvelle. Une superstructure avancée est au contraire une force progressiste qui favorise la disparition de l'ancienne base économique et sert à édifier, renforcer et développer la nouvelle. Le président Mao a indiqué : « *Dans des conditions déterminées... la superstructure peut, à son tour, jouer le rôle principal, décisif* ». « *Lorsque la superstructure (politique, culture, etc.) entrave le développement de la base économique, les transformations politiques et culturelles deviennent la chose principale, décisive* ». Chaque partie de la superstructure a des degrés différents d'indépendance relative ; de ce fait, les différentes parties de l'ancienne superstructure ne se transforment, pas ou ne disparaissent pas toutes immédiatement avec la transformation ou l'élimination de l'ancienne base économique. Ces parties qui demeurent de l'ancienne superstructure peuvent encore exercer une action en retour consistant à saper et désintégrer la nouvelle base économique pour faire renaître l'ancienne. C'est pourquoi il faut poursuivre fermement la révolution dans le domaine de la superstructure si l'on veut renforcer et développer la nouvelle base économique et le nouveau système social.

La contradiction entre la base économique et la superstructure est une des contradictions fondamentales de la société. Dans les sociétés où les classes exploiteuses exercent leur dictature, cette contradiction s'exprime principalement par les contradictions de classes et la lutte de classes, elle se transforme lorsqu'une classe renverse une autre. Dans la société socialiste, il y a à la fois correspondance et contradiction entre la base économique et la superstructure ; cette contradiction s'exprime encore par une lutte de classes, et, de façon concentrée, par la contradiction et la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie, par la lutte entre les deux voies socialiste et capitaliste. Bien sûr, cette contradiction n'est pas identique à celle de l'ancienne société, elle peut toujours être résolue dans le système socialiste lui-même, par l'application de la ligne et de la politique correctes du Parti et la poursuite de la révolution sous la dictature du prolétariat. La bourgeoisie et ses représentants s'efforcent toujours de s'opposer à la révolution dans le domaine de la superstructure, dans le but de saper la base économique socialiste, de renverser la dictature du prolétariat et de restaurer le capitalisme. C'est pourquoi il est nécessaire de la mener à fond. Le mouvement de critique de Lin Piao et de Confucius est une lutte politique et idéologique dans le domaine de la superstructure, où le marxisme l'emporte sur le révisionnisme, le prolétariat sur la bourgeoisie. Approfondir et développer ce mouvement, c'est mieux appliquer la ligne révolutionnaire prolétarienne du président Mao, renforcer et développer les acquis de la Grande Révolution Culturelle, renforcer la dictature du prolétariat et faire avancer la cause du socialisme.

(Idem « Lexique de philosophie » p185 et suivantes)